

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI, MERCREDI ET VENDREDI

Matahiti 173 N° 141	<b>TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI</b>	Mahana 4 nō Titema 2024
------------------------	---	-------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° 17-2024 du 19 novembre 2024 portant attribution en faveur de l'Établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA PF), des Maisons familiales et rurales (MFR), du Conseil d'administration de la mission catholique aux îles Marquises (CAMCIM) LEAP des Marquises et au Conseil d'administration des biens de l'église protestante maohi (CABEPM) LEAP Taravao d'une subvention d'un montant de 24 623,70 € soit 2 938 389 F CFP pour « autres moyens de fonctionnement » - programme 2024	22528
Arrêté n° 18-2024 du 19 novembre 2024 portant attribution en faveur de l'Établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPAPF) d'une subvention d'un montant de 7 035,30 €, soit 839 535 F CFP, pour « la création, rénovation et délivrance des diplômes et titres de l'enseignement agricole », programme 2024	22530
Arrêté n° 2024-10-21 RH/CP/DIR portant délégation de signature du directeur du centre pénitentiaire de Faa'a-Nuutania	22532
Arrêté n° 2024-10-21 DETENTION/CP/DIR portant délégation de signature de la directrice des services pénitentiaires d'outre-mer	22534
Arrêté n° 2024-14-10 DET portant délégation de signature de la directrice des services pénitentiaires d'outre-mer	22544
Arrêté n° 2024-16-10 RH-2 portant délégation de signature de la directrice des services pénitentiaires d'outre-mer	22546

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

##### ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 2203 CM du 25 novembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la fédération Tahitienne de Sports Subaquatiques de Compétition dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2024	22549
Arrêté n° 2208 CM du 26 novembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamarii nō Taputapuātea pour financer l'acquisition d'instruments de musique traditionnels, au titre de l'année 2024	22555
Arrêté n° 2215 CM du 28 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Aimata Tahiti au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	22557

Arrêté n° 2220 CM du 28 novembre 2024 habilitant le ministre en charge des finances à négocier et à conclure un emprunt d'un montant maximum de 36 000 000 € (c/v 4 295 942 721 F CFP) auprès de la Caisse des dépôts et consignations, pour financer partiellement le programme de construction, de rénovation et de réhabilitation des infrastructures sportives dédiées aux Jeux du Pacifique en 2027	22559
Arrêté n° 2221 CM du 28 novembre 2024 portant modification de la partie « Arrêtés » du code de la concurrence de la Polynésie française et de l'arrêté n° 1586 CM du 13 septembre 2023 relatif à la prise en charge par la Polynésie française du fret de certains produits	22561
Arrêté n° 2241 CM du 29 novembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 122 CM du 8 février 2010 modifié portant fixation des tarifs du service de l'imprimerie officielle	22568
Arrêté n° 2250 CM du 29 novembre 2024 portant autorisation de cession de droit au bail de la SCA Hotu Rau au profit de la SAS Benedict	22571
Arrêté n° 2251 CM du 29 novembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (Adie) au titre de ses activités générales pour l'année 2024	22572
Arrêté n° 2257 CM du 29 novembre 2024 portant maintien de l'arrêté n° 1885 CM du 25 octobre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taputapuatea pour la construction d'un bâtiment communal à vocation administrative	22578

## ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### Présidence

Arrêté n° 2626 PR du 19 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de Mme Marcelline LAO-MAO dans le cadre des opérations de transcription d'un partage judiciaire	22579
Arrêté n° 2670 PR du 21 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de M. Francis, Tehei SMITH dans le cadre d'un partage amiable	22581
Arrêté n° 2713 PR du 27 novembre 2024 portant affectation de la parcelle de terre dénommée « Paepaeroa lot 2 C (Partie) », cadastrée section AA n° 44, sise île de Tahiti, commune de Hitia'a O Te Ra'a, commune associée de Maha'ena, au profit de la direction de la santé	22583
Arrêté n° 2717 PR du 27 novembre 2024 relatif à l'exercice des attributions de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions	22584
Arrêté n° 2718 PR du 27 novembre 2024 modifiant l'arrêté n° 890 du 7 juin 2024, portant délégation de signature à Mme Loyana LEGALL, directrice des affaires foncières	22585
Arrêté n° 2720 PR du 27 novembre 2024 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité, du bâtiment 5 dépendant de la résidence Grand édifié sur la parcelle cadastrée commune de Pira'e, section E n° 720, appartenant à l'Office polynésien de l'habitat	22586

### Vice-présidence, ministère des solidarités

Arrêté n° 12016 VP du 27 novembre 2024 portant agrément de Mme Justine TEINAURI épouse KOHUMOETINI en qualité d'accueillant familial	22587
Arrêté n° 12017 VP du 27 novembre 2024 portant renouvellement de l'agrément de Mme Leiana HOTO épouse TEAUROA en qualité d'accueillant familial	22589
Arrêté n° 12018 VP du 27 novembre 2024 portant agrément de Mme Laëtitia POINTEAU épouse ARRIVE en qualité d'accueillant familial	22590

### Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 11993 MGT du 27 novembre 2024 portant radiation de l'autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi n° 009 TXR 01 et de la licence de taxi n° 1-009 sur l'île de Raiatea accordées à M. Tommy EBB	22591
Arrêté n° 11996 MGT du 27 novembre 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public portuaire, au droit de la parcelle cadastrée section AO n° 138, sis sur l'île de Raiatea, commune de Uturoa, marina de Uturaerae, au profit de la SARL Chantier Naval des îles Sous-le-Vent	22592
Arrêté n° 12012 MGT/DTT du 27 novembre 2024 portant remise en exploitation de la licence de taxi n° 1-139 de M. Justin AKA sur l'île de Tahiti	22596

**Ministère de l'économie, du budget et des finances**

Arrêté n° 11997 MEF/DGAE du 27 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Xavier BEZIERS LA FOSSE et Mme Laëtitia DENIS épouse BEZIERS LA FOSSE pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	22597
Arrêté n° 11998 MEF/DGAE du 27 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Rosemary CASADO et M. Charley TEUIRA pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	22599
Arrêté n° 12015 MEF/DBF du 27 novembre 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 3-2024 du Fonds pour le développement du tourisme de croisière (FDTC) pour l'exercice 2024	22601
Arrêté n° 12019 MEF/DBF du 28 novembre 2024 portant répartition des crédits de fonctionnement n° 12-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024	22603
Arrêté n° 12025 MEF/DBF du 28 novembre 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 15-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024	22606
Arrêté n° 12026 MEF/DGAE du 28 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Vairani TERIITEHAU et M. Maui TEHAAL pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	22608
Arrêté n° 12027 MEF/DGAE du 28 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Yann TAHAI pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	22610
Arrêté n° 12028 MEF/DGAE du 28 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Hapai AH-LO pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	22611

**Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement**

Arrêté n° 11685 MPR/DIREN du 19 novembre 2024 autorisant M. Théo GUILLAUME à exercer une activité de prises de vues et de son des espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales dans les eaux de Mo'orea, Tahiti et Tetiaroa du 19 novembre 2024 au 31 mars 2025	22612
Arrêté n° 12089 MPR du 29 novembre 2024 portant agrément de M. Glenn, Patrick LOUSSAN en qualité d'exportateur de vanille	22614
Arrêté n° 12093 MPR du 2 décembre 2024 portant renouvellement de location du lot n° 6 d'une superficie de 14,94 ha dépendant du lotissement agricole Rōtūi, sis à Papetō'ai, commune de Mo'orea-Maia'o, île de Mo'orea, archipel de la Société, au profit de la coopérative des Producteurs d'Ananas de Moorea (COPAM) représentée par M. Jean TAMA	22615
Arrêté n° 12152 MPR du 2 décembre 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Gertrude, Maire AH SAMG	22617

**ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION****ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE****Avis officiels**

Direction de la construction et de l'aménagement - Décision d'autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour la période du 1er au 30 novembre 2024	22619
--	-------

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES RÉGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**Arrêté n° 17-2024 du 19 novembre 2024 portant attribution en faveur de l'Établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA PF), des Maisons familiales et rurales (MFR), du Conseil d'administration de la mission catholique aux îles Marquises (CAMCIM) LEAP des Marquises et au Conseil d'administration des biens de l'église protestante maohi (CABEPM) LEAP Taravao d'une subvention d'un montant de 24 623,70 € soit 2 938 389 F CFP pour « autres moyens de fonctionnement » - programme 2024**

NOR : ETA24300814AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié portant déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 31 août 2022 portant nomination de M. Éric SPITZ, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 1401 DMME/BRHT/tto du 28 novembre 2023 portant délégation de signature à M. Abdallah BAHA, chef du service formation et développement ;

Vu la convention État-territoire n° 92-012 du 7 décembre 1992 relative à l'enseignement et à la formation agricoles en Polynésie française ;

Vu la convention État-pays n° 15-2021 du 14 avril 2021 relative au soutien de l'action des maisons familiales et rurales de Polynésie française ;

Vu la note d'attribution de crédits du 19 novembre 2024 du service formation et développement de Polynésie française,

Arrête :

#### Article 1er. — Objet

Il est précisé que, conformément à ses statuts et à la convention du 14 avril 2021 susvisée, la Fédération Polynésienne des Maisons Familiales et Rurales (FP-MFR) est habilitée à représenter et à engager vis-à-vis de l'État les maisons familiales et rurales de Polynésie française. Toutefois, seules les maisons familiales et rurales, identifiées à l'article 2 de la présente convention, ont la qualité de bénéficiaire et, en ce sens, répondent aux obligations édictées à l'article 4.

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités et les conditions de participation de l'État à hauteur de 24 623,70 € soit 2 938 389 F CFP, montant correspondant au deuxième versement 2024 pour autres moyens de fonctionnement en faveur de l'Établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPEFPA PF), des Maisons familiales et rurales (MFR), du Conseil d'administration de la mission catholique aux îles Marquises (CAMCIM) – LEAP des Marquises et au Conseil d'administration des biens de l'église protestante maohi (CABEPM) – LEAP Taravao.

Cet engagement est versé au titre des frais de communication supportés par les établissements.

## Art. 2. — Montant du concours financier de l'État

La participation de l'État est imputée sur le centre financier 0215-R987-R987, domaine fonctionnel 0215-03-07, activité 021503000701 et engagée dès signature du présent arrêté.

	Montant à engager, en €	Montant à engager, en F CFP
EPEFPA (LPA Opunohu)	14 567,70	1 738 389
MFR Hao	670,40	80 000
MFR Huahine	670,40	80 000
MFREO Taharuu Papara (garçons)	2 011,20	240 000
MFR Rurutu	670,40	80 000
MFR Tahaa	670,40	80 000
MFR Vairao Filles	670,40	80 000
MFR Vairao Garçons	670,40	80 000
CAMCIM (Leap Marquises)	1 340,80	160 000
CABEPM (Leap Taravao)	2 681,60	320 000
TOTAL	24 623,70	2 938 389

## Art. 3. — Modalités de versement

Dans la limite des crédits disponibles, le versement sera effectué en intégralité, dès signature du présent.

## Art. 4. — Obligations du bénéficiaire

Les bénéficiaires s'engagent à :

- utiliser la dotation conformément à l'objet de l'arrêté ;
- fournir avant le 30 juin 2025 un compte-rendu de l'utilisation de la dotation ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette dépense et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles.

## Art. 5. — Conséquences du non-respect des obligations

Au cas où tout ou une partie de la somme versée ne serait pas utilisée, ou utilisée à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'État exigera le remboursement de tout ou partie de la somme perçue par les bénéficiaires.

## Art. 6. — Exécution

Le chef du service formation et développement de Polynésie française et l'administrateur général des finances publiques en Polynésie française sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Pour le haut-commissaire et par délégation : le service formation et développement,*  
Samuel BOUVERET

**Arrêté n° 18-2024 du 19 novembre 2024 portant attribution en faveur de l'Établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPAPF) d'une subvention d'un montant de 7 035,30 €, soit 839 535 F CFP, pour « la création, rénovation et délivrance des diplômes et titres de l'enseignement agricole », programme 2024**

NOR : ETA24300809AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié portant déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 31 août 2022 portant nomination de M. Éric SPITZ, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 1401 DMME/BRHT/tto du 28 novembre 2023 portant délégation de signature à M. Abdallah BAHA, chef du service formation et développement ;

Vu la convention État-territoire n° 92-012 du 7 décembre 1992 relative à l'enseignement et à la formation agricole en Polynésie française ;

Vu la note d'attribution de crédits du 19 novembre 2024 du service formation et développement de Polynésie française,

Arrête :

**Article 1er. — Objet**

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités et les conditions de participation de l'État à hauteur de 7 035,30 €, soit 839 535 F CFP, montant correspondant au premier versement 2024 pour la création, rénovation et délivrance des diplômes et titres de l'enseignement agricole en faveur de l'Établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPAPF).

Conformément à la note d'attribution du 19 novembre 2024 citée en visa, cet engagement est versé au titre des frais concernant l'organisation des sessions de juin et septembre 2024 des examens de l'enseignement agricole sur le site du lycée agricole de Opunohu. Une avance est versée à l'établissement pour les frais de la MIREX PF sur la session des examens de 2025.

**Art. 2. — Montant du concours financier de l'État**

La participation de l'État est imputée sur le centre financier 0143-R987-R987, domaine fonctionnel 0143-05-03, activité 014305000301 et engagée dès signature du présent arrêté.

	Montant à engager en €	Montant à engager en F CFP
LPA de Opunohu-EPEFPA	7 035,30	839 535

**Art. 3. — Modalités de versement**

Dans la limite des crédits disponibles, le versement sera effectué en intégralité, dès signature du présent.

**Art. 4. — Obligations du bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à :

- utiliser la dotation conformément à l'objet de l'arrêté ;
- fournir avant le 30 juin 2025 un compte-rendu de l'utilisation de la dotation ;
- faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette dépense et fournir tous les documents nécessaires à ces contrôles.

**Art. 5. — Évaluation**

Le bénéficiaire s'engage à mettre en place et à communiquer une évaluation de la mesure et de son financement tant sur le plan qualitatif que quantitatif telle que le nombre de diplômes et titres, ainsi que tout autre élément significatif.

**Art. 6. — Conséquences du non-respect des obligations**

Au cas où tout ou une partie de la somme versée ne serait pas utilisée, ou utilisée à des fins autres que celles prévues dans le présent arrêté, l'État exigera le remboursement de tout ou partie de la somme perçue par le bénéficiaire.

Art. 7. — Exécution

Le chef du service formation et développement de Polynésie française et l'administrateur général des finances publiques en Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Pour le haut-commissaire et par délégation : le service formation et développement,*  
Samuel BOUVERET

**Arrêté n° 2024-10-21 RH/CP/DIR portant délégation de signature du directeur du centre pénitentiaire de Faa'a-Nuutania**

NOR : ETA24300811AR

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 66-874 du 21 novembre 1966 portant règlement d'administration publique relatif au statut spécial des fonctionnaires des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 66-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 87-604 du 31 juillet 1987 relatif à l'habilitation des personnes auxquelles peuvent être confiées certaines fonctions dans les établissements pénitentiaires ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-1188 du 24 décembre 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu les décrets n° 2008-1489 et 1491 du 30 décembre 2008 modifiant le ressort territorial des DISP ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et des établissements publics ;

Vu le décret n° 97-3 du 7 janvier 1997 portant déconcentration de la gestion de certains personnels relevant du ministère de la justice ;

Vu le décret du 22 mars 2023 substituant la dénomination « direction des services pénitentiaires d'outre-mer » à la dénomination « mission des services pénitentiaires de l'outre-mer » ;

Vu l'arrêté JUSK 0906392A du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services de l'administration pénitentiaire ;

Vu l'arrêté JUSK2209102A du 21 mars 2022 modifiant l'arrêté du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu la circulaire FP du 30 janvier 1989 relative à la protection sociale contre les risques maladie et accidents de service ;

Vu la circulaire n° 1108 du 6 novembre 2008 relatif à la protection statutaire des agents des services pénitentiaires ;

Vu l'arrêté du 28 août 2018 portant nomination de Mme Muriel GUEGAN, directrice interrégionale, à compter du 1er septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 2 août 2024 du garde des sceaux portant renouvellement dans l'emploi de directrice des services pénitentiaires d'outre-mer de Mme Muriel GUEGAN ;

Vu l'arrêté du directeur de l'administration pénitentiaire du 29 août 2024 portant délégation de signature à Mme Muriel GUEGAN, directrice des services pénitentiaires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté de la directrice interrégionale de la mission des services pénitentiaires d'outre-mer en date du 16 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Damien PELLEN, directeur hors classe des services pénitentiaires affecté au centre pénitentiaire de Faa'a ;

Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 23 février 2021 nommant M. Damien PELLEN en qualité de chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a-Nuutania à compter du 1er mai 2021,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à :

- Mme Agathe SORIN, directrice des services pénitentiaires mutée à compter du 1er novembre 2022 – référence arrêté n° 4771365 – 149002 ;

- Mme Agnès JAGUENEAU, responsable des services administratifs et financiers affectée à compter du 1er avril 2024 – référence décision n° 5647613 – 260065, pour prendre les décisions ci-après relatives à la gestion des fonctionnaires titulaires, stagiaires et contractuels de toutes catégories :

- procès-verbaux d'installation ;
- les congés annuels ;
- les autorisations d'absence ;



- les congés pour réserve militaire ;
- les congés maternité, paternité ou adoption ;
- congés de représentation ;
- les retenues sur traitement pour service non/mal fait ;
- les décisions de demi-traitement ;
- les décisions d'imputabilité et de non-imputabilité en matière d'accident de service ;
- la gestion des demandes de remboursement complémentaire de soins ;
- les décisions d'octroi de télétravail dans la limite de 1 jour par semaine ;
- les notations ;
- les décisions relatives aux indemnités et primes ;
- l'ensemble de la procédure dans le cadre de la mise en place d'un PPR et d'un reclassement ;
- décisions relatives à l'organisation du service.

Art. 2. — Le directeur du centre pénitentiaire de Faa'a est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Recueil des actes administratifs* de la préfecture.

Fait à Faa'a, le 21 octobre 2024.

*Le directeur du centre pénitentiaire de Faa'a,*

Damien PELLEN

**Arrêté n° 2024-10-21 DETENTION/CP/DIR portant délégation de signature de la directrice des services pénitentiaires d'outre-mer***NOR : ETA24300810AR*

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code pénitentiaire ;

Vu le code de justice pénale des mineurs ;

Vu le décret n° 66-874 du 21 novembre 1966 portant règlement d'administration publique relatif au statut spécial des fonctionnaires des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 66-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 87-604 du 31 juillet 1987 relatif à l'habilitation des personnes auxquelles peuvent être confiées certaines fonctions dans les établissements pénitentiaires ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-1188 du 24 décembre 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu les décrets n° 2008-1489 et 1491 du 30 décembre 2008 modifiant le ressort territorial des DISP ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et des établissements publics ;

Vu le décret n° 97-3 du 7 janvier 1997 portant déconcentration de la gestion de certains personnels relevant du ministère de la justice ;

Vu le décret du 22 mars 2023 substituant la dénomination « direction des services pénitentiaires d'outre-mer » à la dénomination « mission des services pénitentiaires de l'outre-mer » ;

Vu l'arrêté JUSK 0906392A du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services de l'administration pénitentiaire ;

Vu l'arrêté JUSK2209102A du 21 mars 2022 modifiant l'arrêté du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu la circulaire FP du 30 janvier 1989 relative à la protection sociale contre les risques maladie et accidents de service ;

Vu la circulaire n° 1108 du 6 novembre 2008 relatif à la protection statutaire des agents des services pénitentiaires ;

Vu l'arrêté du 28 août 2018 portant nomination de Mme Muriel GUEGAN, directrice interrégionale, à compter du 1er septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 2 août 2024 du garde des sceaux portant renouvellement dans l'emploi de directrice des services pénitentiaires d'outre-mer de Mme Muriel GUEGAN ;

Vu l'arrêté du directeur de l'administration pénitentiaire du 29 août 2024 portant délégation de signature à Mme Muriel GUEGAN, directrice des services pénitentiaires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté de la directrice interrégionale de la mission des services pénitentiaires d'outre-mer ; en date du 16 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Damien PELLEN, directeur hors classe des services pénitentiaires affecté au centre pénitentiaire de Faa'a ;

Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 23 février 2021 nommant M. Damien PELLEN en qualité de chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a-Nuutania à compter du 1er mai 2021,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à :

Mme Agathe SORIN directrice des services pénitentiaires mutée à compter du 1er novembre 2022 – référence arrêté 4771363 – 149002.

Mme Agnès JAGUENEAU responsable des services administratifs et financiers affectée à compter du 1er avril 2024 – référence décision 5647613 – 260065.

M. Eddy LARONNE directeur technique de 2e classe – responsable du suivi patrimoine immobilier affecté à compter du 14 novembre 2022 – référence arrêté 4881934 – 48457.

Pour prendre toutes les décisions relatives à la gestion et à l'organisation de la détention des personnes majeures et mineures incarcérées au sein de l'établissement dans le respect des dispositions des articles R. 211-1 à R. 240-9 du code pénitentiaire, articles D. 211-18 à D. 211-20 et suivants du code pénitentiaire et L. 124-1 et L. 124-2 du code de justice pénale des mineurs.

- tableau en annexe

Art. 2. — Toutes les décisions d'affectation devront être transmises à la direction des services pénitentiaires d'outre-mer dans les meilleurs délais.

Art. 3. — Le directeur du centre pénitentiaire et les personnes mentionnées à l'article 1er sont chargés, chacune en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. — Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au *Recueil des actes administratifs* de la préfecture de Polynésie française.

Fait à Faa'a, le 21 octobre 2024.

*Le directeur du centre pénitentiaire de Faa'a,*

M. Damien PELLEN

1 : ACE  
2 : catégorie A  
3 : Personnels de commandement (officiers)  
4 : Major – PS  
5 : Greffe  
6 : Régie  
7 : BGD

Décisions concernées										Articles	1	2	3	4	5	6	7	
LIVRE I : SERVICE PUBLIC PENITENTIAIRE																		
• TITRE I : ACTEURS																		
Chapitre II : ORGANISATION - Paragraphe 2 : Règlement intérieur																		
Elaborer et adopter le règlement intérieur type										R. 112-23	X							
Délivrer les autorisations de visites										R. 113-66	X	X						
Chapitre V : ACTEURS DE LA PRISE EN CHARGE DE LA SANTE DES PERSONNES DETENUES																		
Suspendre l'habilitation d'un personnel hospitalier n'exerçant pas à temps plein en cas de manquement graves au CPP ou au règlement intérieur, du code de la Santé Publique ou du code Pénitentiaire.										D. 115-17	X	X						
Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire d'un personnel hospitalier non titulaire d'une habilitation										D. 115-18	X	X						
Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à une personne intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé										D. 115-19	X	X						
Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à un personnel des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite										D. 115-20	X	X						
• TITRE III : CONTRÔLE ET EVALUATION DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES PENITENTIAIRES																		
Chapitre II : VISITE DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES PAR LES PARLEMENTAIRES ET BÂTONNIERS																		
Opposer un refus à l'entrée des journalistes accompagnant les parlementaires visitant l'établissement et décider de mettre fin à tout moment de leur visite pour des motifs de sécurité ou de bon ordre										R. 132-1	X							
Déterminer la zone interdite à la prise de son et d'image par les journalistes accompagnant la visite des parlementaires pour des motifs tenant au bon ordre et à la sécurité										R. 132-2	X							
LIVRE II : DETENTION EN ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE																		
• TITRE I : PRISE EN CHARGE DES PERSONNES DETENUES																		
Chapitre I : AFFECTATION EN DETENTION																		
Autoriser les personnels masculins à accéder au quartier des femmes										D. 211-2	X	X						
Rendre compte à l'autorité judiciaire des différentes applications des décisions prises sur le fondement de l'article 715 du code pénal										D. 211-5	X	X						
Lorsqu'un placement en détention provisoire est ordonné, le titre de détention et la notice individuelle mentionnés aux articles D. 32-1-1 et D. 55-1 du code de procédure pénale sont transmis par l'autorité chargée de la procédure au chef de l'établissement pénitentiaire dans les conditions prévues par ces mêmes articles – Prendre connaissance de la NI										D. 211-6	X	X	X	X	X	X	X	
Prendre connaissance des instructions du magistrat ayant ordonné la séparation de personnes prévenues en raison des nécessités de l'information dans les formes prévues par les dispositions de l'article D.56-2 du code de procédure pénale										D. 211-8	X	X	X	X	X	X	X	
Constituer un dossier d'orientation pour chaque personne condamnée à laquelle il reste à exécuter un temps de détention d'une durée supérieure à deux ans										D. 211-11	X						X	

1 : ACE

2 : catégorie A

3 : Personnels de commandement(officiers)

4 : Major – PS

5 : Greffe

6 : Régie

7 : BGD

	1	2	3	4	5	6	7
Afin de compléter le dossier mentionné par les dispositions de l'article D. 211-11 – Procéder ou faire procéder à toute enquête sur la situation familiale et sociale de la personne condamnée par le SPIP	D. 211-14	x					
Constituer le dossier de demande de changements d'affectation	D. 211-28				x		
Présider la commission pluridisciplinaire unique	D. 211-34	x	x				
Chapitre II : ENTREE EN DETENTION							
Prendre connaissance et exécuter l'ordre de mise à exécution d'un mandat de dépôt à effet différé	D. 212-3	x	x	x	x	x	x
Informen l'autorité judiciaire des effectifs au regard des capacités d'accueil de l'établissement - mensuellement	D. 212-4				x		
Formalités et registre d'écrou	D. 212-6				x		
Effectuer et signer un acte d'écrou	D. 212-7	x	x	x	x	x	x
Informen l'autorité judiciaire de la non présentation d'une personne détenue en cas de mandat de dépôt à effet différé	D. 212-8	x	x	x			
En cas d'exécution volontaire de la peine. Mentionner sur le registre d'écrou l'arrêt ou le jugement.	D. 212-9	x	x	x	x		
Transmettre l'avis d'écrou au procureur général ou au procureur	D. 212-10	x	x	x	x		
Effectuer les audiences arrivant	R. 212-18	x	x	x			
Chapitre III : ENCELLULEMENT							
Affecter en cellule les personnes détenues selon les règles en vigueur	D. 213-1	x	x	x			
Suspendre l'encellulement individuel en raison de sa ()	D. 213-2	x	x	x			
Décider de la destination des ameulements en cellule lors de la libération, changement de cellule ou transfert	R. 213-12	x	x				
Décider d'un placement à l'isolement	R. 213-17	x	x				
Organiser dans toute la mesure que possible et en fonction de la personnalité de la personne détenue, des activités communes aux personnes détenues placées à l'isolement	R. 213-18	x	x				
Régime de la détention à l'isolement	R. 213-19	x	x	x			
- communiquer la liste des personnes détenues à l'équipe de l'unité sanitaire-							
Autoriser des détenus isolés à participer aux offices célébrés en détention	R. 213-20	x					
Les dispositions du règlement intérieur, défini aux articles L. 112-4 et R. 112-22, relatives à l'isolement sont affichées dans le quartier d'isolement							
Procédure de placement à l'isolement sur décision de l'administration	R. 213-21	x	x				
- Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française							
- Proposer de prolonger la mesure d'isolement, et transmettre la proposition à la DISP lorsque la décision relève de la compétence de la DISP ou du ministre de la Justice							
- Refuser de communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements		x	x				
Placer provisoirement à l'isolement une personne détenue en cas d'urgence	R. 213-22	x	x	x			



1 : ACE  
2 : catégorie A  
3 : Personnels de commandement(officiers)  
4 : Major – PS  
5 : Greffe  
6 : Régie  
7 : BGD

		1	2	3	4	5	6	7
	Placer initialement une personne détenue à l'isolement pour une durée maximale de trois mois et procéder au premier renouvellement de la mesure	R. 213-23	x	x				
	Procédure de placement à l'isolement sur une demande de la personne détenue							
	- Rédiger un rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement	R. 213-27	x	x	x			
	- Proposer de prolonger la mesure d'isolement, et transmettre la proposition à la DISP lorsque la décision relève de la compétence de la DISP ou du ministre de la Justice		x					
	Lever la mesure d'isolement	R. 213-29	x	x				
	<b>Chapitre IV : SUIVI DE LA SITUATION PENALE ET ADMINISTRATIVE</b>							
	Tenir des registres d'écrou et fichier prévu par l'art D. 214-3	D. 214-3			x	x		
	Constituer un dossier pénitentiaire spécifique	D. 214-12				x		
	Communiquer l'avis de date d'expiration de la peine privative de liberté au casier judiciaire national automatisé, selon les modalités prévues par les dispositions de l'article D. 115-14 du code de procédure pénale	D. 214-20				x		
	Donner un avis sur la réduction de peine supplémentaires	D. 214-21	x	x				
	Saisir le juge d'application des peines aux fins de retrait de réduction de peine	D. 214-22	x	x				
	Délivrer aux autorités habilitées les extraits d'écrou ou copie certifiée conforme	D.214-25			x	x		
	Certifier conforme des copies de pièces et légaliser une signature	D. 214-25	x	x				
	<b>Chapitre V : TRANSFÈREMENT ET EXTRACTION</b>							
	Recevoir les ordres de transferts	D. 215-4	x	x	x	x	x	x
	Donner tous renseignements et avis nécessaires au chef d'escorte lorsque la personne détenue est considérée comme dangereuse ou devant être particulièrement surveillée. Vérifier l'authenticité des documents							
	Proposer des membres du personnel de surveillance assurant les escortes qui seront inscrits sur une liste dressée par le service central des transfèrments, constituer l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif en désignant nommément ceux des agents figurant sur la liste précitée	D. 215-17	x					
	Remise des documents et effets personnels, à l'exclusion de l'argent au chef d'escorte	D. 215-18	x	x	x	x	x	x
	<b>• TITRE II : MAINTIEN DE LA SECURITE</b>							
	<b>Chapitre I<sup>er</sup> : DISPOSITIONS GENERALES</b>							
	Faire appel au chef de service local de police ou de gendarmerie pour le maintien de l'ordre et la sécurité	D. 221-2	x	x				
	Autoriser l'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques	D. 221-5	x	x				
	Déterminer les modalités d'organisation du service des agents	D. 221-6	x	x	x	x		
	- Contrôle des locaux							
	- Déterminer les activités à assurer							
	- Programmer les rondes à effectuer							
	- Registre pour personne détenue dangereuse et consignation des recommandation spéciales							

1 : ACE	3 : Personnels de commandement(officiers)	5 : Greffe	7 : BGD							
2 : catégorie A	4 : Major – PS	6 : Régie		1	2	3	4	5	6	7
<b>Chapitre II : AUTORISATION D'ACCES</b>										
Visite d'un établissement par une personne étrangère au service										
Autorisation pour effectuer des photographies, croquis, prises de vues et enregistrement sonores se rapportant à la détention				D. 222-2	x					
<b>Chapitre III : MOYENS DE CONTRÔLE ET DE SURVEILLANCE</b>										
Fixer les rondes quotidiennes de nuit				D. 223-10	x	x	x			
<b>Chapitre V : FOUILLES</b>										
Décider des fouilles des personnes détenues				R. 225-1	x	x	x			
Demander au procureur de la République une investigation corporelle interne par un médecin, lorsqu'un détenu est soupçonné d'avoir ingéré des substances ou de objets ou de les avoirs dissimilés dans sa personne				R. 225-4	x	x				
<b>Chapitre VI : USAGE DES MENOTTES ET ENTRAVERES</b>										
Décider de soumettre la personne détenue au port de moyens de contrainte				R. 226-1	x	x	x			
Décider de soumettre la personne détenue au port de menottes ou à des entraves à l'occasion d'un transfert ou d'une extraction.										
<b>Chapitre VII : USAGE DE LA FORCE ET DES ARMES</b>										
Déploiement des armes et entrée des armes en détention				R. 227-6 al 2 - al 5	x	x				
• TITRE III : REGIME DISCIPLINAIRE DES PERSONNES DETENUES										
<b>Chapitre IV : PROCEDURE DISCIPLINAIRE</b>										
Compétences en matière disciplinaire				R. 234-1 al 1	x	x	x			
- Exercer les compétences du Chef d'Etablissement en matière disciplinaire										
Présider la commission de discipline				R. 234-2	x	x	x			
Elaborer le tableau de roulement des assessseurs extérieurs				R. 234-8	x	x	x			x
Engager des poursuites disciplinaires				R. 234-14	x	x	x			
Placer un détenu à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement				R. 234-19 L. 231-2	x	x	x			
Suspendre à titre préventif l'activité professionnelle des détenus				R. 234-23	x	x	x			
Transmission copie de la décision de la commission de discipline				R. 234-29	x	x	x			x
<b>RELATIONS AVEC LES COLLABORTEURS DU SERVICE PUBLIC PENITENTIAIRE</b>										
- Informer le directeur de l'établissement de santé des dispositions utiles à prendre en cas d'hospitalisation d'une personne détenue				R. 6111-42	x	x	x			x



1 : ACE  
2 : catégorie A  
3 : Personnels de commandement(officiers)  
4 : Major – PS  
5 : Greffe  
6 : Régie  
7 : BGD

LIVRE III : DROITS ET OBLIGATIONS DES PERSONNES DETENUES							
• TITRE I : ACCES AU DROIT							
Chapitre I : ACCES A L'INFORMATION							
Notifier d'une décision de justice aux personnes détenues, par le chef de l'établissement pénitentiaire							
Notifier des documents valant signification							
Notifier aux personnes condamnées pour acte de terrorisme de l'avis rendu par la commission							
Réceptionner par télécopie et notifier aux personnes prévenues des décisions du juge des libertés et de la détention							
Chapitre III : GARANTIE DES DROITS DE LA DEFENSE							
Enregistrer les déclarations de choix d'avocats dans les conditions et selon les formes prévues par les dispositions de l'article 115 c du code de procédure pénale							
Chapitre IV : REQUÊTE ET PLAINTES AUPRES DU CHEF DE L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE							
Accorder audience si la personne détenue présente des requêtes ou des plaintes							
Chapitre V : ACCES AU JUGE							
Désigner un fonctionnaire pénitentiaire pour constater un procès-verbal de relevé de constatations techniques							
Réceptionner les déclarations prévues par l'art L. 315-2							
Modalités des recours par l'intermédiaire du chef de l'établissement pénitentiaire – Recevoir les questions prioritaires de constitutionnalité							
Transmettre les déclarations d'appel							
Recevoir et transmettre les requêtes auprès du JAP ou TAP							
Réceptionner les déclarations prévues par l'art L. 315-7							
Réceptionner les recours judiciaires visant à garantir le droit au respect de la dignité en détention							
• TITRE II : HYGIENE, SANTE ET PROTECTION SOCIALE							
Chapitre II : ACCES AUX SOINS							
Signaler au psychiatre intervenant dans l'établissement des personnes visées par l'art R. 322-31							
• TITRE III : PROTECTION DES BIENS ET AIDE MATERIELLES							
Chapitre II : VALEURS PECUNIAIRES ET NON PECUNIAIRES							
Autoriser les personnes détenues à envoyer aux membres de leur famille des sommes figurant à la part disponible de leur compte nominatif							
Informier l'autorité judiciaire des effets apportés ou envoyés à la personne détenue susceptibles d'être retenus ou saisis							



1 : ACE  
2 : catégorie A  
3 : Personnels de commandement (officiers)  
4 : Major – PS  
5 : Greffe  
6 : Régie  
7 : BGD

	1	2	3	4	5	6	7
Opérer une retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés en détention	X	X					
Refuser à une personne détenue de procéder à des achats en cantine							
Autoriser, à titre exceptionnel, l'acquisition par une personne détenue d'objets ne figurant pas sur la liste des objets fournis en cantine	X	X					
Fixer les prix pratiqués en cantine	X	X					
Décider si la personne détenue peut porter des vêtements autres que ceux fournis par l'administration pénitentiaire	X	X					
Notifier à l'expéditeur ou à la personne détenue le caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet	X	X					
Autoriser la réception et l'envoi d'objets par une personne détenue par colis postal	X	X					
• TITRE IV : MAINTIEN DES LIENS AVEC L'EXTERIEUR							
<b>Chapitre I : VISITES</b>							
Sursoir à faire droit à un permis si des circonstances exceptionnelles obligent à en référer à l'autorité qui a délivré le permis, ou si les personnes détenues sont matériellement empêchées, ou si, placées en cellule disciplinaire, elles ont épuisé leur droit à un parloir hebdomadaire	X	X					
Délivrer, refuser, suspendre ou retirer le permis de visite des personnes condamnées hospitalisées	X	X					
Délivrer des autorisations de visite dans les conditions prévues par les dispositions de l'article R. 113-66	X	X					
Article R. 762-3 – Disposition applicable en Polynésie-Française							
Décider que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation et informer le magistrat saisi du dossier de la procédure pour les prévenus et la CAP pour les condamnés	X	X					
Déterminer les horaires et jours des visiteurs de prison	X						
Réunion trimestrielle des visiteurs de prison	X						
<b>Chapitre V : CORRESPONDANCES</b>							
Contrôler et retenir des correspondances – Dispositions communes	X	X					
Communications téléphoniques – Droits et Interdictions	X	X					
Notifier la retenue de correspondance écrite, reçue ou expédiée -conformément aux dispositions des articles L. 223-1 à L. 223-5							
<b>Chapitre II : ASSISTANCE SPIRITUELLE</b>							
Autoriser les ministres du culte extérieurs à célébrer des offices ou des prêches	X						
Désigner un local permettant les entretiens avec l'aumônier des personnes détenues sanctionnées de cellule disciplinaire	X	X	X	X			
• TITRE VI : EXERCICE DU DROIT DE VOTE							
<b>Chapitre I : INFORMATION DES PERSONNES DETENUES</b>	X						
Informer par tous moyens, les personnes détenues des modalités de leur inscription sur les listes électorales et d'exercice de leur droit de vote	X	X					
Fournir aux personnes détenues les moyens nécessaires pour former leur demande d'inscription	X	X					

1 : ACE  
2 : catégorie A  
3 : Personnels de commandement(officiers)  
4 : Major – PS  
5 : Greffe  
6 : Régie  
7 : BGD

	1	2	3	4	5	6	7
Désigner un membre placé sous son autorité pour l'assister dans l'exercice de ses attributions définies par les dispositions du code électoral	R. 361-3	x	x				
<b>Chapitre II : INSCRIPTION SUR LES LISTES ELECTORALES</b>							
Transmission de la demande d'inscription sur la liste électorale – Dans les conditions prévues par les dispositions de l'article L. 18-1 du code électoral	L. 362-3	x	x				
<b>Chapitre III : MODALITES DU VOTE</b>							
Organiser et assurer le droit de vote des personnes détenues	L.363-1	x	x				
<b>LIVRE IV : AIDE A LA REINSERTION DES PERSONNES DETENUES</b>							
<b>• TITRE I : ACTIVITE EN DETENTION</b>							
<b>Chapitre I : DISPOSITION COMMUNES</b>							
Informar les résultats des consultations et des décisions prises pour l'organisation des activités	R. 411-4	x					
<b>Chapitre II : TRAVAIL</b>							
Autoriser la personne détenue à travailler pour son propre compte	L. 412-4	x					
Décider du classement au travail et affectation sur un poste de travail ou de refus de classement.	L. 412-5	x					
Décider de la suspension et fin classement au travail et affectation sur un poste de travail	L. 412-7	x					
	L. 412-8						
Contrat d'emploi pénitentiaire	L. 412-11	x					
<b>Chapitre III : ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE</b>							
Autoriser les personnes détenues à disposer dans leur cellule du matériel, des fournitures scolaire et des documents pédagogique nécessaires	R. 413-2	x	x				
<b>Chapitre IV : ACCES AUX ACTIVITES CULTURELLES, SOCIO-CULTURELLE ET SPORTIVES</b>							
Interdire l'accès aux activités physique et sportive à une personne détenue pour des raisons d'ordre et de sécurité	R. 414-7	x	x				
<b>• TITRE II : PREPARATION DE LA SORTIE DE DETENTION</b>							
<b>Chapitre III : DECISION RELATIVES AUX AMENAGEMENTS DE PEINE</b>							
Avis de la commission de l'application des peines	L. 423-4	x	x	x			
Notifier la décision de l'application des peines si mise en délibéré	D. 423-5 D. 423-6 D. 423-7	x	x	x	x		
<b>Chapitre IV : SEMI-LIBERTE, PLACEMENT A L'EXTERIEUR, PERMISSION DE SORTIR ET DETENTION A DOMICILE</b>							
<b>SOUS SURVEILLANCE ELECTRONIQUE</b>							
Dispositions générales – Modifier les horaires et selon les modalités prévues par les dispositions de l'article 712-8 du code de procédure pénale	L. 424-1	x					



1 : ACE

2 : catégorie A

3 : Personnels de commandement(officiers)

4 : Major – PS

5 : Greffe

6 : Régie

7 : BGD

	1	2	3	4	5	6	7
Autoriser les personnes condamnées bénéficiant d'un aménagement de peine sous écrou à disposer de tout ou partie des sommes constituant le pécule de libération.	X						
Fixer la somme qu'une personne détenue placée en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, est autorisée à détenir	X						
Accorder les permissions de sortir par délégation du JAP	X						
Procéder à la réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur ou décider la réintégration immédiate en cas d'urgence d'une personne condamnée bénéficiant d'une PS ou d'un PSE en cas d'insubordination des règles de disciplinaires, de manquement à l'obligation de bonne conduite ou tout autre incident	X	X	X				
Statuer sur les demandes de permission de sortie d'une personne condamnée majeure lorsqu'une première permission de sortir a été accordée par le JAP en application de l'article D. 142-3-1 du CPP, sauf décision contraire de ce magistrat	X						
LIVRE V : LIBERATION DES PERSONNES DETENUES							
• TITRE I : GESTION ADMINISTRATIVE DE LA LIBERATION							
Déclarations d'adresse et porter à la connaissance du ministère public des lieux où la personne interdite de séjour a élu résidence	X	X	X	X			
Chapitre II : INFORMATIONS RELATIVES AUX PERSONNES LIBEREES							
Dans les conditions prévues par les dispositions l'article 706-25-9 CPP . Enregistrer au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FJAIT) les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse du domicile déclaré par la personne libérée	X	X	X	X	X		
Dans les conditions prévues par les dispositions de l'article 706-53-7. Enregistrer dans le fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FJAIS) ou de violentes la date de libération et l'adresse du domicile déclaré par la personne libérée	X	X	X	X	X		
RELATIONS AVEC LES COLLABORATEURS DU SERVICE PUBLIC PENITENTIAIRE							
Donner tous renseignements utiles au préfet en cas d'hospitalisations							X
LIVRE VI : INTERVENTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE AUPRES DE PERSONNES NON DETENUES							
• TITRE III : EXECUTION DE MESURES JUDICIAIRES ET DE SURVEILLANCE							
Chapitre II : ASSIGNATION A RESIDENCE SOUS SURVEILLANCE ELECTRONIQUE							
Modifier les horaires de présence au domicile ou dans les lieux d'assignation, dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions de l'article 142-9 du code de procédure pénale	X						
Signer l'acte d'engagement relatif à l'activité professionnelle des personnes détenues et signer la charte d'accompagnement détaillant la mise en œuvre de l'accompagnement socioprofessionnel dans le cadre de l'insertion par l'activité économique	X	X					
Adresse dans les deux mois au service de l'inspection du travail la réponse motivée avec les mesures prises suite au rapport	X						

**Arrêté n° 2024-14-10 DET portant délégation de signature de la directrice des services pénitentiaires d'outre-mer***NOR : ETA24300812AR*

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code pénitentiaire ;

Vu le code de justice pénale des mineurs ;

Vu le décret n° 66-874 du 21 novembre 1966 portant règlement d'administration publique relatif au statut spécial des fonctionnaires des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 66-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 87-604 du 31 juillet 1987 relatif à l'habilitation des personnes auxquelles peuvent être confiées certaines fonctions dans les établissements pénitentiaires ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-1188 du 24 décembre 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu les décrets n° 2008-1489 et n° 1491 du 30 décembre 2008 modifiant le ressort territorial des DISP ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et des établissements publics ;

Vu le décret n° 97-3 du 7 janvier 1997 portant déconcentration de la gestion de certains personnels relevant du ministère de la justice ;

Vu le décret du 22 mars 2023 substituant la dénomination « direction des services pénitentiaires d'outre-mer » à la dénomination « mission des services pénitentiaires de l'outre-mer » ;

Vu l'arrêté JUSK 0906392A du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services de l'administration pénitentiaire ;

Vu l'arrêté JUSK2209102A du 21 mars 2022 modifiant l'arrêté du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu la circulaire FP du 30 janvier 1989 relative à la protection sociale contre les risques maladie et accidents de service ;

Vu la circulaire n° 1108 du 6 novembre 2008 relatif à la protection statutaire des agents des services pénitentiaires ;

Vu l'arrêté du 28 août 2018 portant nomination de Mme Muriel GUEGAN, directrice interrégionale, à compter du 1er septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 2 août 2024 du garde des sceaux portant renouvellement dans l'emploi de directrice des services pénitentiaires d'outre-mer de Mme Muriel GUEGAN ;

Vu l'arrêté du directeur de l'administration pénitentiaire du 29 août 2024 portant délégation de signature à Mme Muriel GUEGAN, directrice des services pénitentiaires d'outre-mer,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à :

Mme Diane CHEVREAU	directrice des services pénitentiaires	CP Nouméa
M. Pierre UAI	lieutenant capitaine pénitentiaire	CP Mata-Utu
M. Damien PELLEN	directeur hors classe des services pénitentiaires	CP Faa'a
Mme Virginie TANQUEREL	directrice des services pénitentiaires	CD Tatutu de Papeari
M. Tété MENSAH-ASSIAKOLEY	directeur des services pénitentiaires	CP Rémire-Montjoly
M. Olivier VICQUELIN	directeur hors classe des services pénitentiaires	MA Basse-Terre
Mme Valérie MOUSSEEFF	directrice des services pénitentiaires hors classe	CP Baie-Mahault
Mme Julie LATOU	directrice hors classe des services pénitentiaires	CP Saint-Denis
M. Hugues BELLARD	directeur hors classe des services pénitentiaires	CD Le Port
M. Pascal VION	capitaine supérieur des services pénitentiaires	MA St-Pierre
M. Emmanuel FAIGNOT	lieutenant capitaine pénitentiaire	CP Saint-Pierre et Miquelon
M. Joseph COLY	directeur des services pénitentiaires hors classe	CP Ducos

Pour prendre toutes les décisions relatives à la gestion et à l'organisation de la détention des personnes majeures et mineurs incarcérées au sein de l'établissement dans le respect des dispositions des articles R. 211-1 à R. 240-9 du code pénitentiaire, articles D. 211-18 à D. 211-20 et suivants du code pénitentiaire et L. 124-1 et L. 124-2 du code de justice pénale des mineurs.

Art. 2. — Toutes les décisions d'affectation devront être transmises à la direction des services pénitentiaires d'outre-mer dans les meilleurs délais.

Art. 3. — La directrice des services pénitentiaires d'outre-mer et les personnes mentionnées à l'article 1er sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Recueil des actes administratifs* de la préfecture du Val-de-Marne.

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au *Recueil des actes administratifs* des préfectures de Guadeloupe, Martinique, Guyanne, Réunion, Mayotte, Polynésie, Nouvelle-Calédonie.

Fait à Ivry-sur-Seine, le 14 octobre 2024.

La directrice des services pénitentiaires d'outre-mer,  
Muriel GUEGAN

**Arrêté n° 2024-16-10 RH-2 portant délégation de signature de la directrice des services pénitentiaires d'outre-mer**

NOR : ETA24300813AR

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 66-874 du 21 novembre 1966 portant règlement d'administration publique relatif au statut spécial des fonctionnaires des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 66-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret 87-604 du 31 juillet 1987 relatif à l'habilitation des personnes auxquelles peuvent être confiées certaines fonctions dans les établissements pénitentiaires ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-1188 du 24 décembre 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu les décrets n° 2008-1489 et 1491 du 30 décembre 2008 modifiant le ressort territorial des DISP ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et des établissements publics ;

Vu le décret n° 97-3 du 7 janvier 1997 portant déconcentration de la gestion de certains personnels relevant du ministère de la justice ;

Vu le décret du 22 mars 2023 substituant la dénomination « direction des services pénitentiaires d'outre-mer » à la dénomination « mission des services pénitentiaires de l'outre-mer » ;

Vu l'arrêté JUSK 0906392A du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services de l'administration pénitentiaire ;

Vu l'arrêté JUSK2209102A du 21 mars 2022 modifiant l'arrêté du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu la circulaire FP du 30 janvier 1989 relative à la protection sociale contre les risques maladie et accidents de service ;

Vu la circulaire n° 1108 du 6 novembre 2008 relatif à la protection statutaire des agents des services pénitentiaires ;

Vu l'arrêté du 28 août 2018 portant nomination de Mme Muriel GUEGAN, directrice interrégionale, à compter du 1er septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 2 août 2024 du garde des sceaux portant renouvellement dans l'emploi de directrice des services pénitentiaires d'outre-mer de Mme Muriel GUEGAN ;

Vu l'arrêté du directeur de l'administration pénitentiaire du 29 août 2024 portant délégation de signature à Mme Muriel GUEGAN, directrice des services pénitentiaires d'outre-mer,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à :

Mme Diane CHEVREAU	directeur des services pénitentiaires	CP Nouméa
M. Ghislain ROUSSEL	directeur des services pénitentiaires	CP Nouméa
M. Pierre UAI	lieutenant capitaine pénitentiaire	CP Mata-Utu
M. Damien PELLEN	directeur hors classe des services pénitentiaires	CP Faa'a
Mme Agathe SORIN	directrice des services pénitentiaires	CP Faa'a
Mme Virginie TANQUEREL	directrice des services pénitentiaires	CD Tatutu
Mme Clémence LEFORT	directrice des services pénitentiaires	CD Tatutu
M. Tété MENSAH-ASSIAKOLEY	directrice des services pénitentiaires	CP Rémire-Montjoly
Mme Juliette PAMART	directrice des services pénitentiaires	CP Rémire-Montjoly
M. Olivier VICQUELIN	directeur hors classe des services pénitentiaires	MA Basse-Terre
M. Edson TREBOR	commandant pénitentiaire	MA Basse-Terre
Mme Valérie MOUSSEFF	directrice des services pénitentiaires hors classe	CP Baie-Mahault
M. Joel DELANCELE	directeur des services pénitentiaires	CP Baie-Mahault
Mme Julie LATOU	directrice hors classe des services pénitentiaires	CP Saint-Denis
Mme Nadia CALCAGNILE	directrice des services pénitentiaires	CP Saint-Denis
M. Hugues BELLIARD	directeur hors classe des services pénitentiaires	CD Le Port
M. Pascal VION	capitaine supérieur des services pénitentiaires	MA Saint-Pierre
Mme Noëlie LEBAS	capitaine pénitentiaire de classe supérieure	MA Saint-Pierre
M. Emmanuel FAIGNOT	capitaine supérieur des services pénitentiaires	CP Saint-Pierre-et-Miquelon
M. Joseph COLY	directeur des services pénitentiaires hors classe	CP Ducos
Mme Sarah SBAI	directrice des services pénitentiaires	CP Ducos
Mme Cendrine ADAMI	commandant pénitentiaire	CD Koné
Mme Nathalie MASURE	capitaine pénitentiaire - classe supérieure	CD Koné
Mme Marie DEYTS	directrice des services pénitentiaires	CP Majicavo
M. Nicolas JAUNIAUX	directeur des services pénitentiaires hors classe	CP Majicavo

pour prendre les décisions ci-après relatives à la gestion des fonctionnaires titulaires, stagiaires et contractuels de toutes catégories :

- procès-verbaux d'installation ;
- les congés annuels ;
- les autorisations d'absence ;
- les congés pour réserve militaire ;
- les congés maternité, paternité ou adoption ;
- congés de représentation ;
- les retenues sur traitement pour service non/mal fait ;
- les décisions de demi-traitement ;
- les décisions d'imputabilité et de non-imputabilité en matière d'accident de service ;
- la gestion des demandes de remboursement complémentaire de soins ;
- les décisions d'octroi de télétravail dans la limite de 1 jour par semaine ;
- les notations ;
- les décisions relatives aux indemnités et primes ;
- l'ensemble de la procédure dans le cadre de la mise en place d'un PPR et d'un reclassement ;
- décisions relatives à l'organisation du service.

Art. 2. — La directrice des services pénitentiaires d'outre-mer est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Recueil des actes administratifs* de la préfecture.

Fait à Ivry-sur-Seine, le 16 octobre 2024.

*La directrice des services pénitentiaires d'outre-mer,*

Muriel GUEGAN



**ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE****ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES**

**Arrêté n° 2203 CM du 25 novembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la fédération Tahitienne de Sports Subaquatiques de Compétition dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2024**

*NOR : DRM24202650AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2022-97 du 8 décembre 2022 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de la fédération Tahitienne de Sports Subaquatiques de Compétition pour l'exercice 2024 en date du 24 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 6637 PR du 11 octobre 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 14 octobre 2024 ;

Vu l'avis n° 488-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 23 octobre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 novembre 2024,

Arrête :

**Article 1er.** — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 2 000 000 F CFP (deux-millions de francs CFP) en faveur de la fédération Tahitienne de Sports Subaquatiques de Compétition pour financer son activité générale pour l'année 2024.

**Art. 2.** — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96503, article 657, centre de travail 73400-F.

**Art. 3.** — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte de la fédération Tahitienne de Sports Subaquatiques de Compétition, selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50 %, soit 1 000 000 F CFP (un-million de francs CFP) à compter de la date de notification de la convention ;

- le solde de 50 %, soit 1 000 000 F CFP (un million de francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la première fraction.

Art. 4. — La fédération Tahitienne de Sports Subaquatiques de Compétition s'engage à produire dans un délai de six mois à compter de la date de versement de l'aide financière, les pièces justificatives auprès de la direction des ressources marines attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Conformément à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par la fédération Tahitienne de Sports Subaquatiques de Compétition pour le financement de son activité générale au titre de l'année 2024.

Art. 7. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la fédération Tahitienne de Sports Subaquatiques de Compétition et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 novembre 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**CONVENTION N°****/ MPR du**

(DRM24202650AC-4)

relative aux objectifs et obligations de la fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2024

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;
- Vu la loi du Pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunts aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du Pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu la demande de subvention de fonctionnement de la fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition pour l'exercice 2024 en date du 24 mars 2024 ;
- Vu l'arrêté n° CM du approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2024,

**ENTRE :**

La Polynésie française, pour le compte de la Direction des ressources marines, représentée par le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale Monsieur Taivini TEAI, ci-après désigné « La Polynésie française »,

**d'une part,****ET :**

la fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition, B.P 650 - 98713 Papeete, n°TAHITI 195347, représentée par son président, Monsieur Rahiti BUCHIN, ci-après désigné « Le partenaire »

**d'autre part,****ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE :**

Suite aux accidents tragiques où certains pêcheurs sous-marins ont disparus dramatiquement notamment en 2016, des conventions entre la fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition et le Pays

ont été mises en place depuis 2018.

Aussi, la fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition propose en 2024 de poursuivre ces mêmes types de formation dédiées à la prévention des risques liés à la pratique de la chasse sous-marine.

A ce jour, aucun des stagiaires formés par la FTSSC n'a disparu au cours d'une partie de PSM, la mer continue de prendre des vies de pêcheurs sous-marins.

L'ensemble des formations est axé sur :

- le rappel des gestes de sécurité et de la conduite à tenir avant pendant et après une session de pêche,
- la pêche durable incluant la bonne gestion des ressources, un comportement responsable et la connaissance du milieu et des espèces.

## **IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1er. - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de la fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention pour le financement de son activité générale au titre de l'année 2024.

### **Article 2. - Les objectifs à atteindre**

Les objectifs à réaliser et à accomplir par la fédération au titre de son activité générale concernent notamment ses actions de formations des pêcheurs à la sécurité en chasse sous-marine ainsi que la formation de ses cadres. Elle sera chargée de l'animation bilingue théorique et pratique, de la mise à disposition du matériel pédagogique et technique et prendra en charge le déplacement de ses formateurs.

### **Article 3. - Les obligations de l'association**

la fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition s'engage à :

- a) Réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2 ci-dessus ;
- b) S'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est-à-dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- c) Se conformer aux dispositions de la loi du Pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 susvisée ;
- d) Respecter l'affectation des subventions perçues ;
- e) Tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives) ;
- f) Tenir informé le Ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation de la recherche et de la cause animale, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- g) Transmettre au Ministre de l'agriculture et des ressources marines en charge de l'alimentation et de la recherche au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi n° 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur etc).

En cas de non-respect des obligations référencées ci-dessus a), b), c), d), et e), la fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition sera tenue de restituer à la Polynésie française toute ou partie de la subvention perçue.

**Article 4. - Modalités de paiement**

la fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition est attributaire pour l'année 2024 d'une subvention d'un montant de deux millions de francs CFP (2 000 000 F CFP).

Le paiement est effectué sur le compte de la fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition référencé comme suit :

-Domiciliation: SOCREDO

-Intitulé du compte: Fédération Tahitienne de Sport Subaquatique de Compétition

-Code Etablissement: [REDACTED]

-Code guichet: [REDACTED]

-N° Compte: [REDACTED]

-Clé RIB: [REDACTED]

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

**Article 5. - Modalités de versement**

Le versement de la subvention visée à l'article 4 s'effectuera selon les modalités suivantes :

-une première fraction de 50%, soit un million de francs CFP (1 000 000 F CFP) à compter de la date d'officialisation de la convention ;

-le solde de 50%, soit un million de francs CFP (1 000 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la première fraction.

la fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition s'engage à produire dans un délai de six (6) mois à compter de la date de versement de l'aide financière, les pièces justificatives du solde de 50% auprès de la DRM attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

**Article 6. - Imputation budgétaire**

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

-Budget de la Polynésie française : 100

-Exercice: 2024

-Mission: 965

-Programme: 965 03

-Centre de travail : 73400-F

-Article: 657

**Article 7. - Résiliation de la convention**

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

-inexécution par la fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition, dans les délais impartis et, après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;

-cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par la fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition de ses obligations contractuelles ; un délai de 15 jours (par lettre recommandée) est alors nécessaire.

**Article 8. - Attribution de juridiction**

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

**Article 9. - Election de domicile**

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

Direction des Ressources marines

B.P. 20, 98.713 Papeete TAHITI

Polynésie française

Immeuble Lecaill, 2ème étage, Fare Ute

Tél. : (689) 40 50 25 50, Fax. : (689) 40 43 49 79

Email : [drm@drm.gov.pf](mailto:drm@drm.gov.pf), site internet : [www.ressources-marines.gov.pf](http://www.ressources-marines.gov.pf)

La fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition

B.P. 650, 98713 Papeete - Tahiti

Polynésie française

Portable : (+689) 87 73 79 08 (Monsieur Rahiti BUCHIN)

**Article 10. - Enregistrement, nombre d'exemplaires**

La présente convention est établie en 3 exemplaires originaux. Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Pour la fédération tahitienne de sports subaquatiques  
de compétition  
Le président <sup>1</sup>

Pour la Polynésie française  
le ministre de l'agriculture, des ressources marines,  
de l'environnement, en charge de l'alimentation, de  
la recherche et de la cause animale

**Rahiti BUCHIN**

**Taivini TEAI**

<sup>1</sup> Mention manuscrite « lu et approuvé » avant la signature

**Arrêté n° 2208 CM du 26 novembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamarii nō Taputapuātea pour financer l'acquisition d'instruments de musique traditionnels, au titre de l'année 2024***NOR : SCP24203320AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes (erratum publié au JOPF n° 89 NC du 7 novembre 2017 à la page 16424) ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 28 août 2024 formulée par la présidente de l'association Tamarii nō Taputapuātea, pour l'exercice 2024 ;

Vu l'avis du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française en date du 5 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 970 000 F CFP (neuf-cent-soixante-dix-mille francs CFP) en faveur de l'association Tamarii nō Taputapuātea pour financer l'acquisition d'instruments de musique traditionnels, au titre de l'année 2024.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96802, article 6574, centre de travail 7502-F.

Art. 3. — La subvention sera versée sur le compte de l'association Tamarii nō Taputapuātea selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit 485 000 F CFP (quatre-cent-quatre-vingt-cinq-mille francs CFP), au plus tôt à compter de la notification du présent arrêté ;
- le solde de 50 %, soit 485 000 F CFP (quatre-cent-quatre-vingt-cinq-mille francs CFP) sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Art. 4. — L'association Tamarii nō Taputapuātea s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine les pièces justificatives du premier versement et du solde de la subvention ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses correspondantes attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté, au plus tard le 31 mars 2025.

Art. 5. — À défaut de présentation de justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Tamarii nō Taputapuātea et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 novembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Warren DEXTER

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA



**Arrêté n° 2215 CM du 28 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Aimata Tahiti au titre des aides à l'équipement des petites entreprises**

NOR : DAE24202946AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Aimata Tahiti et déposée le 31 mai 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 28 août 2024 ;

Vu la lettre n° 6993 PR du 25 octobre 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 28 octobre 2024 ;

Vu l'avis n° 492-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 4 novembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 690 000 F CFP (deux-millions-six-cent-quatre-vingt-dix-mille francs CFP), au titre des aides à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Aimata Tahiti (n° TAHITI F43949), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels estimées à 5 398 678 F CFP (cinq-millions-trois-cent-quatre-vingt-dix-huit-mille-six-cent-soixante-dix-huit francs CFP) hors TVA, relatives à son activité (commerce de détail) située à Papeete.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La société doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux représentants de la société et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Warren DEXTER

**Arrêté n° 2220 CM du 28 novembre 2024 habilitant le ministre en charge des finances à négocier et à conclure un emprunt d'un montant maximum de 36 000 000 € (c/v 4 295 942 721 F CFP) auprès de la Caisse des dépôts et consignations, pour financer partiellement le programme de construction, de rénovation et de réhabilitation des infrastructures sportives dédiées aux Jeux du Pacifique en 2027**

NOR : DBF24203584AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2021-49 APF du 29 avril 2021 complétant la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu le courriel de notification de la Banque des territoires - Caisse des dépôts et consignations du 19 novembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le ministre en charge des finances est habilité à négocier et à conclure un emprunt d'un montant maximum de 4 295 942 721 F CFP (c/v 36 000 000 €) auprès de la Caisse des dépôts et consignations, pour financer partiellement les subventions qui seront octroyées par la Polynésie française à des entités publiques et à des associations en charge de la réalisation du programme de construction, de rénovation et de réhabilitation des infrastructures sportives dédiées aux Jeux du Pacifique en 2027. Les caractéristiques du crédit sont les suivantes :

- type de prêt : prêt secteur public local cohésion - sociale et territoriale ;
- durée totale du crédit : 28 ans dont 3 ans de différé ;
- phase de mobilisation : 36 mois à compter de la signature du crédit ;
- durée d'amortissement : 25 ans ;
- profil d'amortissement : constant ;
- échéance : annuelle ;
- taux d'intérêt révisable : taux du livret A + marge de 0,60 % l'an.

(À titre indicatif, au 18 novembre 2024, le taux d'intérêt s'établit à 3,60 %).

- commission d'instruction: 0,06 % du crédit, soit 2 577 566 F CFP (c/v 21 600 €) ;
- conditions préalables à la signature du contrat de crédit :

a - La remise d'une lettre du ministre en charge des finances confirmant le recours à des emprunts annuels budgétaires auprès des autres partenaires traditionnels du pays, pour financer le solde du besoin d'emprunt ;

b - La remise d'une attestation du ministre en charge de la jeunesse et des sports, certifiant que, dans leur majorité, les infrastructures sportives destinées à être financées par les subventions, objet du présent crédit, seront fréquentées en majorité par les scolaires ou les étudiants sur le temps scolaire ;

c - La remise de l'arrêté du conseil des ministres autorisant le recours à l'emprunt, conforme aux exigences du prêteur, publié au JOPE, objet du présent rapport ;

d - La remise d'un document justifiant de la qualité légitime du signataire du contrat de crédit.

- conditions préalables aux versements du crédit :

a - La remise des relevés de mandats et des arrêtés d'attribution de subventions correspondant afin de garantir l'utilisation des fonds conformément à l'objet du crédit ;

b - La remise de la convention cadre du Contrat de développement et de transformation (CDT) 2024-2027 n° 37-24 du 12 juin 2024 relatif au financement de projets relevant des compétences de la Polynésie française ;  
- commission de non-utilisation : 0,12 % sur la partie non mobilisée, en cas de non-respect du seuil minimum de mobilisation à chaque point de contrôle.

Les points de contrôle seront réalisés aux dates suivantes :

a - 12 mois après la signature du contrat : mobilisation minimale de 33 % du montant du crédit, soit 1,432 milliard F CFP (c/v 12 millions d'€) ;

b - 18 mois après la signature du contrat : mobilisation minimale de 50 % du montant du crédit, soit 2,148 milliards F CFP (c/v 18 millions d'€) ;

c - 24 mois après la signature du contrat : mobilisation minimale de 67 % du montant du crédit, soit 2,864 milliards F CFP (c/v 24 millions d'€) ;

d - 30 mois après la signature du contrat : mobilisation minimale de 83 % du montant du crédit, soit 3,580 milliards F CFP (c/v 30 millions d'€).

- pénalité de dédit : 1 % du montant du crédit annulé. La pénalité de dédit sera appliquée si le montant utilisé du crédit n'atteint pas 90 % du montant initial ;

- engagement de l'emprunteur : remise annuellement des conventions annuelles du CDT 2024-2027, dès leur officialisation. Le non-respect de cet engagement est un cas spécifique de remboursement anticipé obligatoire correspondant à la part du crédit mobilisé, auquel s'ajoute une indemnité actuarielle de remboursement anticipé.

Art. 2. — La Polynésie française s'engage à inscrire en dépenses obligatoires à son budget les sommes nécessaires au remboursement de toutes sommes dues au titre des opérations visées à l'article 1er du présent arrêté en principal, intérêts de retard, indemnités, frais, charges et accessoires.

Art. 3. — Le ministre en charge des finances est habilité à négocier les opérations selon les caractéristiques financières fixées à l'article 1er ci-dessus et à signer l'ensemble de la documentation précontractuelle et contractuelle relative à chaque contrat de prêt. Il est habilité à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans chaque contrat de prêt et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Art. 4. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 2221 CM du 28 novembre 2024 portant modification de la partie « Arrêtés » du code de la concurrence de la Polynésie française et de l'arrêté n° 1586 CM du 13 septembre 2023 relatif à la prise en charge par la Polynésie française du fret de certains produits**

NOR : DAE24200859AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la concurrence ;

Vu l'arrêté n° 1586 CM du 13 septembre 2023 relatif à la prise en charge par la Polynésie française du fret de certains produits ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'article A. 111-7 est complété d'un alinéa rédigé comme suit : « Lorsque l'application des dispositions de l'annexe VIII conduit à un prix maximal de vente comportant des décimales, ce prix est arrondi à l'entier supérieur. ».

Art. 2. — À l'article A. 111-9, est ajouté un alinéa ainsi rédigé : « Lorsque l'application des dispositions de l'annexe IX conduit à un prix maximal de vente comportant des décimales, ce prix est arrondi à l'entier supérieur. ».

Art. 3. — Au dernier alinéa de l'article A. 111-11 du code de la concurrence, après les termes « hors cale frigorifique, », sont insérés les termes « ou par voie aérienne, ».

Art. 4. — Le paragraphe 3 de la section 4 du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier de la partie arrêté du code de la concurrence est remplacé par les dispositions suivantes :

« Paragraphe 3 - Le prix des œufs de poule

« Sous-paragraphe 1er : Le prix des œufs de poule produits localement

« Article A. 111-24. — Les prix définis au présent article s'appliquent aux œufs issus de poules élevées en cage.

« Sont exclus de l'application des dispositions du présent article les œufs issus de l'agriculture biologique ou de poules élevées en plein air ou de poules élevées au sol, au sens de la réglementation en vigueur.

« Les prix maximaux de vente des œufs de poules au stade de la production sont fixés comme suit :

« 1 - Îles de Tahiti et Moorea :

« - œufs frais de catégorie de poids « moyens » 281, en F CFP par douzaine hors TVA ;

« - œufs frais de catégorie de poids « gros » 292, en F CFP par douzaine hors TVA ;

« Autres œufs et œufs extra-frais - Prix producteur libre.

« Les prix maximaux de vente pour un conditionnement autre qu'à la douzaine sont fixés au prorata du prix maximal de vente de la douzaine d'œufs.

« Ces catégories d'œufs sont définies par la réglementation en vigueur.

« 2 - Autres îles de la Polynésie française : prix producteur libre.

« Article A. 111-25. — Pour tous les œufs produits en Polynésie française, la marge maximale du grossiste est fixée à 59 F CFP la douzaine et la marge maximale de détail est fixée à 30 F CFP la douzaine.

« La marge maximale du grossiste et la marge de détail pour tout autre conditionnement est fixée au prorata de la douzaine d'œufs.

« Quand le producteur assure lui-même les fonctions de grossiste, il bénéficie également des dispositions citées aux alinéas précédents.

« Article A. 111-26.— Tout détaillant de Tahiti ou Moorea présentant à la vente des œufs à prix producteur libre doit également présenter à la vente, de manière concomitante, des œufs frais de catégories de poids « moyens » ou « gros », à prix producteur réglementé.

« Article A. 111-27.— Est sanctionné d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 100 000 F CFP pour une personne physique et 600 000 F CFP pour une personne morale le fait de mettre en vente, sur Tahiti ou Moorea, des œufs à prix producteur libre sans présenter à la vente de manière concomitante des œufs à prix producteur réglementé.

« Sous-paragraphe 2 : Le prix des œufs de poule importés

« Article A. 111-28.— Le prix maximal de vente en gros des œufs importés est fixé de la manière suivante :

«

Catégories d'œufs	F CFP par douzaine, hors TVA
Œufs frais de catégorie de poids « gros »	351
Autres œufs	340

»

« La marge maximale de détail applicable aux œufs importés ne peut dépasser 30 F CFP par douzaine. La marge maximale de détail pour tout autre conditionnement est fixée au prorata de la douzaine d'œufs ».

Art. 5. — Dans la section 5 du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier de la partie arrêté du code de la concurrence, le paragraphe 1 contenant les articles A. 111-29 à A. 111-34, est abrogé.

Art. 6. — À l'article A. 111-43 du code de la concurrence, les termes : « 758 F CFP » sont remplacés par les termes : « 832 F CFP ».

Art. 7. — L'article A. 111-45 du code de la concurrence est modifié comme suit :

« Article A. 111-45.— Toute entreprise produisant ou transformant, préalablement à sa commercialisation, le produit visé par l'article A. 111-43 ci-dessus, qui souhaite demander une revalorisation du prix maximal de vente au public, hors taxes, de l'eau de source locale en bonbonnes de 18,9 litres est tenu de fournir à l'appui de sa demande les éléments comptables permettant de justifier cette revalorisation :

« - les comptes annuels des trois dernières années (bilan, compte de résultat, annexe), lorsque l'entreprise concernée est soumise à l'obligation de tenir une comptabilité ;

« - les rapports du commissaire aux comptes des trois dernières années, lorsque l'entreprise concernée est tenue d'avoir recours à un commissaire aux comptes ou lorsqu'elle y recourt volontairement ;

« - toute facture justifiant des différentes charges supportées et servant au calcul du coût de production » .

Art. 8. — L'article A. 111-46 du code de la concurrence est abrogé.

Art. 9. — L'annexe VIII du code de la concurrence est remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 10. — Dans l'annexe IX du code de la concurrence, dans la rubrique « I - PRODUITS ALIMENTAIRES », sont supprimées les lignes suivantes :

«

Œufs frais de poule	R.S.
Préparations alimentaires à base de haricots blancs et de viande de porc cuites dans une sauce tomate communément appelées « <i>pork &amp; beans</i> » en boîtes métalliques hermétiquement fermées d'un conditionnement inférieur à 500 g	30 %

»

Art. 11. — L'arrêté n° 1586 CM du 13 septembre 2023 susvisé est ainsi modifié :

« - à l'article 8, après les mots : « de première nécessité », sont ajoutés les termes : « ,à l'exception des œufs frais de poule produits localement » ;

« - à l'annexe 3, les b., c., d. et k. sont supprimés et au h., après les mots : « (tout conditionnement) », sont ajoutés les mots : « à l'exception des mélanges d'huiles comprenant du colza ».

Art. 12. — Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le présent arrêté est applicable aux produits mis sur le marché en Polynésie française à compter du premier jour du troisième mois suivant sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les produits mis sur le marché avant cette date demeurent soumis au régime de prix applicable au moment de leur mise le marché et ce jusqu'à écoulement des stocks.

Art. 13. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

Annexe 1

Annexe VIII - Liste des produits et services de première nécessité		
Dénomination du produit	Marge maximale	Unité de vente ou conditionnement
I - PRODUITS ALIMENTAIRES		
Viandes - poissons - œufs		
Maquereaux au naturel en récipients hermétiquement fermés	65 F CFP/kg	Boîte ≤ 500g
Sardines, sardinelles et sprats ou esprots aux huiles végétales à l'exclusion de l'huile d'olive, sans adjonction de légumes, plantes, fruits ou substances aromatiques, en récipients hermétiquement fermés	80 F CFP/kg	Boîte ≤ 500g
Cuisses de poulets entières congelées et quarts arrières de poulets congelés	55 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 20 kg
Entrecôtes et rumstecks de viande bovine congelés (hors Wagyu)	370 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 5 kg
Viande de porc local	RS	RS
Thon blanc ou rouge local en morceaux frais ou congelé	RS	RS
Œufs frais de poule	RS	RS
Laits, laitage et produits dérivés du lait		
Substitut du lait maternel en poudre (laits 1er âge, 2ème âge et 3ème âge), hors substitut du lait maternel particuliers et hors substitut du lait maternel thérapeutiques.	250 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 1 kg
Beurres frais avec ou sans sel	145 F CFP/kg	Conditionnement compris entre 100 et 500 g inclus
Beurres présentés en boîtes métalliques hermétiquement fermées	120 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 2 kg
Fromages fondus obtenus exclusivement à partir de cheddar, autres que râpés, en poudre ou en tranches	250 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 300 g
Laits longue conservation dit UHT en brique, qualifiés de laits demi-écrémé en application de la réglementation en vigueur, non sucrés ni parfumés ou aromatisés, ni enrichis (en vitamines, minéraux, ...)	33 F CFP/l	Brique de 1 l
Laits en poudres, en granulés ou sous d'autres formes solides, autres que pour nourrissons, sans addition de sucre ou autres édulcorants, ainsi que les poudres à base de lait, autres que pour nourrissons, sans addition de sucre ou autres édulcorants, contenant ou non des nutriments (vitamines et minéraux), avec ou sans agents émulsifiants et antioxydants	110 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 3 kg
Yaourts nature non sucrés locaux	96 F CFP/kg	pot jusqu'à 125 gr, hors pots en verre



Légumes et fruits		
Haricots secs, écosés, même décortiqués ou cassés destinés à la consommation humaine	45 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 1 kg
Lentilles sèches, écosées, même décortiquées ou cassées destinées à la consommation humaine	45 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 1 kg
Pois cassés secs, écosés, même décortiqués destinés à la consommation humaine	45 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 1 kg
Mais en grains, petits pois et haricots verts en boîtes métalliques hermétiquement fermées	45 F CFP/kg	Conditionnement entre 300 et 900 gr inclus
Petit pois, haricots verts, brocolis, choux-fleur, taro congelés ou surgelés	450 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 1 kg
Tomates fraîches, entières, locales, à l'exclusion des tomates cerises	120 F CFP/kg	Vrac ou sachet
Concombres frais, entiers, non épluchés, locaux	110 F CFP/kg	Vrac ou sachet
Choux verts et choux blancs, frais, entiers ou en morceaux, locaux	110 F CFP/kg	Vrac ou sachet
Pota frais, entiers, locaux	100 F CFP/kg	Vrac ou sachet
Salades fraîches, entières, locales	35%	Vrac ou sachet
Navets frais, entiers, non épluchés, locaux	100 F CFP/kg	Vrac ou sachet
Aubergines fraîches, entières, non épluchées, locales	100 F CFP/kg	Vrac ou sachet
Taro frais, entiers, non épluchés, locaux	110 F CFP/kg	Vrac ou sachet
Courgettes entières fraîches, entières, non épluchées, locales	150 F CFP/kg	Vrac ou sachet
Oignons jaunes entiers	200 F CFP/kg	Vrac
Pommes de terre entières, non épluchées, brossées, importées	140 F CFP/kg	Vrac
Pommes fraîches, entières, non épluchées	150 F CFP/kg	Tout conditionnement sauf vrac
Citrons frais, entiers, non épluchés, locaux	300 F CFP/kg	Vrac ou sachet
Oranges fraîches, entières, non épluchées, importées, variétés Navel ou Valencia	150 F CFP/kg	Filet
Céréales et produits à base de céréales		
Farine de froment (blé) avec ou sans levure	30 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 2 kg
Pâtes alimentaires de semoule de blé non cuites, ni farcies, ni autrement préparées, fabriquées sans adjonction d'ingrédients (à l'exclusion des pâtes fraîches)	60 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 1 kg
Riz semi-blanchi ou blanchi, à grains longs, non gluant, non parfumé, autre que le riz aromatisé	18 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 1 kg
Pétales de maïs soufflés ou grillés nature	260 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 1 kg

Autres préparations alimentaires		
Préparations de légumes finement homogénéisées, avec ou sans morceaux, conditionnées comme aliments pour bébé, en pot en verre	165 F CFP/kg	Pot ≤ 250 g
Préparations de fruits finement homogénéisées conditionnées, avec ou sans morceaux, comme aliments pour bébé, en pot en verre		
Préparations consistant en un mélange finement homogénéisé, avec ou sans morceaux, de plusieurs substances de base, telles que viandes, poissons, légumes, fruits, conditionnées comme aliments pour bébé, en pot en verre		
Préparations alimentaires composées exclusivement de haricots blancs au naturel ou cuits dans une sauce tomate, présentées en boîtes métalliques hermétiquement fermées, à l'exception des flageolets	40 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 1 kg
Préparations à base de saucisses et lentilles présentées en boîtes métalliques hermétiquement fermées	120 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 1 kg
Raviolis présentés en boîtes métalliques hermétiquement fermées	120 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 1 kg
Préparations alimentaires à base de haricots blancs et de viande de porc cuites en boîtes métalliques hermétiquement fermées	80 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 1 kg
Préparations alimentaires exclusivement composées de viande de bœuf désossée, salée, hachée, présentées en boîtes métalliques hermétiquement fermées, communément appelées « corned beef »	120 F CFP/kg	Boîte ≤ 500 g
Préparations à base de farine de malt contenant du cacao	130 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 2 kg
Biscuits secs d'une teneur en sucre au plus égale à 2% et d'une teneur en sel au plus égale à 2%	100 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 2kg
Cafés solubles y compris les décaféinés, sans addition de lait ou d'arôme	400 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 500 g à l'exclusion des sticks individuels
Eaux de source de production locale non aromatisées	15 F CFP/litre	Bouteille de 1,5 l uniquement
Huiles de tournesol et mélanges d'huiles comprenant du colza épurées ou raffinées et huiles d'olive extra-vierge destinées à l'alimentation humaine	- huile de tournesol : 35 F CFP/l - huile d'olive extra-vierge: 40% - mélange d'huiles : 40%	Conditionnement ≤ 5 l
Margarines à l'exclusion des margarines liquides	110 F CFP/kg	Conditionnement ≤ 1 kg
Purée de tomate et sauces tomates composées uniquement de purée de tomate avec ou sans assaisonnement de sel, d'épices et/ou d'arômes, conservées en boîtes métalliques hermétiquement fermées	35 F CFP/kg	Boite ≤ 500 g
Vinaigre blanc non aromatisé	100 F CFP/l	Bouteille de 1 l

II - PRODUITS NON ALIMENTAIRES		
Préparations pour le lavage du linge, en poudre, en copeaux ou toute autre forme solide sauf tablettes	160 F CFP/kg	Conditionnement compris entre 1 et 5 kg
Couches pour bébés à usage unique (y compris les couches-culottes)	8 F CFP/unité	Tout conditionnement
Protections menstruelles féminines à usage unique à l'exception des protège slips	8 F CFP/unité	Tout conditionnement
Protections pour incontinence et couches pour adultes à usage unique	24 F CFP/par couche	Paquet de 40 unités et moins
Eau de javel	45 F CFP/l	Conditionnement ≤ 3,5 l
Savon solide de ménage de fabrication locale non parfumé	135 F CFP/kg	Morceau ≤ 270 g
Liquide pour vaisselle de fabrication locale	120 F CFP/l	Conditionnement ≤ 1 l
Papier hygiénique de fabrication locale	20%	Tout conditionnement
Brosses à dents à l'exclusion des brosses à dents électriques	50%	Tout conditionnement
Dentifrice en pâte	50%	≤ 100 mL
Répulsifs LIQUIDE contre les moustiques contenant au moins l'un des principes actifs suivants à un taux supérieur à 19 % : IR3535, PMDRBO (citriodiol), KBR 3023 (icaridine) et DEET	50%	Conditionnement ≤ 1 l
Répulsifs de fabrication locale contenant au moins l'un des principes actifs suivants à un taux supérieur à 19 % : IR3535, PMDRBO (citriodiol), KBR 3023 (icaridine) et DEET	25%	Conditionnement ≤ 1 l
Préservatifs	10 F CFP/préservatif	Tout conditionnement
Ampoules à diodes émettrices de lumière (LED) de couleur blanche d'une puissance inférieure ou égale à 8W à l'exclusion des ampoules dotées de fonctionnalités de réglage à distance	40 F CFP/ampoule	Boîte de deux ampoules maximum

**Arrêté n° 2241 CM du 29 novembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 122 CM du 8 février 2010 modifié portant fixation des tarifs du service de l'imprimerie officielle***NOR : SIO24201090AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 122 CM du 8 février 2010 modifié portant fixation des tarifs de l'imprimerie officielle ;

Vu l'arrêté n° 454 CM du 31 mars 2022 modifié portant création du téléservice de publication des annonces judiciaires et légales au *Journal officiel* de la Polynésie française dénommé 'Arere ;

Vu l'arrêté n° 743 CM du 23 mai 2024 portant organisation et fonctionnement du service de l'imprimerie officielle ;

Vu l'arrêté n° 1236 CM du 31 juillet 2024 fixant la périodicité de publication des annonces légales et des marchés publics au *Journal officiel* de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 122 CM du 8 février 2010 susvisé est ainsi rédigé :

« I - À compter du 1er janvier 2025 les tarifs des insertions, imprimés, reliure, façonnages et brochages du service de l'imprimerie officielle sont fixés conformément au tableau annexé au présent arrêté.

« II - Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux annonces judiciaires et légales qui sont publiées, au choix de la personne sur laquelle pèse l'obligation de publication, dans un journal habilité à recevoir des annonces judiciaires et légales ou au *Journal officiel* de la Polynésie française - Annonces et marchés publics (JOAM). »

Art. 2. — L'annexe de l'arrêté n° 122 CM du 8 février 2010 susvisé est remplacée par les dispositions ci-après annexées.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 novembre 2024.

Moetai BROTHERSON

## ANNEXE

## TARIFS HORS TAXE

## I – INSERTIONS D'ANNONCES ET AVIS

1.1. Annonces légales et judiciaires publiées exclusivement au Journal officiel en application d'un texte législatif ou réglementaire	
1.1.1. Régime général :	
La ligne (1 <sup>ère</sup> publication)	275 FCFP
La ligne (Publications renouvelées)	165 FCFP
1.1.2. Déclarations d'association Loi 1901	Gratuit
1.1.3. Publications périodiques des établissements financiers et de crédits	15 500 FCFP la page de document pdf à publier
1.2. Déclarations au registre du commerce et des sociétés	
1.2.1. Personnes physiques	
Immatriculation – Type A (Forfait)	2 475 F CFP
Avis modificatif – Type A (Forfait)	2 475 F CFP
1.2.2. Personnes morales	
Immatriculation – Type B (Forfait)	6 325 F CFP
Immatriculation – Type C (Forfait)	5 225 F CFP
Immatriculation – Type D (Forfait)	7 975 F CFP
Avis modificatif – Type B « ou D » (I) (Forfait)	3 300 F CFP
Avis modificatif – « Type C » (I) (Forfait)	2 200 F CFP
1.2.3. Radiation	Gratuit
1.2.4. Annonces commerciales ou diverses	
La ligne (1 <sup>ère</sup> publication)	275 F CFP
La ligne (Publications renouvelées)	165 F CFP

Toute insertion est payable d'avance.

## II – IMPRIMES STANDARDS

DESIGNATION ET FORMAT DES PAPIERS		Imprimé d'un seul côté (recto)			Imprimé des deux côtés avec composition identique (r.v.c.m.)			Imprimé des deux côtés avec composition différente (r.v.c.d.)		
		500	1 000	1 000 sup.	500	1 000	1 000 sup.	500	1 000	1 000 sup.
1/2 feuille	29,7x42.....	11 830	15 720	7 860	14 465	18 535	9 270	16 250	18 905	9 270
1/4 feuille	21x29,7.....	9 150	11 640	5 820	11 540	14 330	7 165	12 485	15 270	7 165
1/8 feuille	14,8x21.....	7 805	9 780	4 890	10 495	12 610	6 305	11 110	13 255	6 305

## III - AUTRES IMPRIMES STANDARDS

Carte de visite 5,5 x 9 R				500	1 000	1 000 sup.
Le cent.....	4 260	En-tête, sommaire de lettre	21 x 29,7 papier 80 g.....	7 960	10 850	4 250
Le cent sup.....	1 090		14,8x21 .....	6 310	8 390	3 245
Carte de visite 10 x 15 R				500	1 000	1 000 sup.
Le cent.....	5170	Impression sur enveloppes	(sur un côté).....	3 570	5 240	2 620
Le cent sup.....	1 280	Impression sur enveloppes	(sur deux côtés).....	5 095	6 815	3 740

IV - RELIURE - FAÇONNAGE – BROCHAGE

Pliage :			Reliure (le tome)	
	500.....	2 270	Cousu.....	15 025
	1 000.....	3 060	Rogné vif.....	7 500
	1 000 sup.....	1490		

*Nota.-* Ces tarifs ne concernent que les imprimés courants effectués sur papier ordinaire, blanc ou couleur. Les travaux sur carte, bristol ou autres seront chiffrés suivant le coût de ces matières. Les imprimés de formats autres que ceux figurant aux tableaux ci-dessus ainsi que les travaux de reliure (carnet, registre, bloc, etc..) feront l'objet d'un chiffrage particulier. Les travaux offset seront majorés, le cas échéant, du prix des films, papiers spéciaux, plaques, encres, etc...

Le tarif des imprimés standards (II - III - IV) fera l'objet d'une modification systématique en cas de variation du coût des matières premières.

**Arrêté n° 2250 CM du 29 novembre 2024 portant autorisation de cession de droit au bail de la SCA Hotu Rau au profit de la SAS Benedict**

NOR : DAF24203005AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1401 CM du 28 juillet 2022 autorisant la location du lot n° 19 d'une superficie de 2.74 ha dépendant du lotissement agricole plateau de Taravao, commune de Taiarapu-Est, île de Tahiti, au profit de la SCA Hotu Rau représentée par M. Jean-Pierre SANGUE ;

Vu le bail à construction en date du 2 novembre 2022, enregistré le 14 novembre 2022 bordereau n° 2248 et transcrit le 3 mars 2023, volume 5404 n° 12 ;

Vu la demande de cession de droit au bail en date du 8 avril 2024 formulée par la SCP office notarial Buirette - Chin Foo dûment mandatée par la SCA Hotu Rau et le projet d'acte de cession ;

Vu l'avis de la direction de l'agriculture en date du 4 octobre 2024 ;

Considérant les démarches engagées par la SCA Hotu Rau pour recourir à un financement dans le cadre d'une défiscalisation dont l'octroi est conditionné par une cession de droit au bail ;

Considérant le projet d'envergure d'un complexe avicole porté par la SCA Hotu Rau ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — La SCA Hotu Rau est autorisée à céder son droit au bail à construction en date du 2 novembre 2022, enregistré le 14 novembre 2022 et transcrit le 3 mars 2023 au volume 5404 n° 12, relatif à la location de la parcelle de terre cadastrée section AI n° 9 dépendant du lotissement agricole plateau de Taravao, sis commune de Taiarapu-Est, commune de Afaahiti, d'une superficie totale de 2,74 ha, au profit de la SAS Benedict, pour la durée restant à courir.

Art. 2. — La SAS Benedict se substituera à la SCA Hotu Rau pour l'exécution et l'accomplissement des charges et conditions, notamment pour le règlement du loyer annuel.

Art. 3. — La Polynésie française sera notifiée de l'acte de cession revêtu des mentions d'enregistrement telles que prévues par la loi du pays n° 2018-25 du 25 juillet 2018 portant réglementation générale des droits d'enregistrement et des droits de publicité foncière.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 novembre 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 2251 CM du 29 novembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (Adie) au titre de ses activités générales pour l'année 2024**

NOR : DPI24000142AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (Adie) pour l'exercice 2024 en date du 24 septembre 2024, déclarée complète par lettre n° 896 MEF du 2 octobre 2024 ;

Vu la lettre n° 7033 PR du 28 octobre 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 29 octobre 2024 ;

Vu l'avis n° 500-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 12 novembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 60 000 000 F CFP (soixante-millions de francs CFP) en faveur de l'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (Adie) au titre de ses activités générales pour l'année 2024.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 966-03, article 6574, centre de travail 9042406-F.

Art. 3. — Le montant de l'aide financière sera versé sur le compte de l'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (Adie), suivant les modalités indiquées dans la convention y afférente.

Art. 4. — L'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (Adie) s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière, les pièces justificatives auprès du ministère de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Conformément à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 susvisée, une convention avec l'organisme subventionné définit ses obligations et les objectifs à atteindre au moyen du financement obtenu.

Art. 7. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 novembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER





PRESIDENCE

## CONVENTION N° / PR du

Approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie) au titre du financement de ses activités générales pour l'année 2024.

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 815/PR du 3 juin 2024 modifié, portant nomination de la Vice-Présidente et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu la loi de pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 2116/CM du 6 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie) pour l'exercice 2024 en date du 24 septembre 2024, déclarée complète par lettre n° 896/MEF du 2 octobre 2024 ;
- Vu l'arrêté n° 2251 /CM du 29 NOV 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) au titre de ses activités générales pour l'année 2024 ;

**ENTRE :**

La Polynésie française, représentée par son Président Monsieur Moetai BROTHERSON, ci-après désigné « la Polynésie française »,

d'une part,

**ET :**

L'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie), dont le siège social est situé Quartier du commerce – 20 rue Gauguin – Immeuble Gauguin 2<sup>ème</sup> étage, BP 40558 Fare Tony – 98 713 Papeete, représentée par sa Directrice, Madame Wendy MOU KUI, ci-après désignée « l'association »,

d'autre part,

**ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :**

L'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie) est une association solidaire, qui défend l'idée que chacun, même sans capital, même sans diplôme, peut devenir entrepreneur s'il a accès au crédit et à un accompagnement professionnel, personnalisé, fondé sur la confiance, la solidarité et la responsabilité.

Dans ce cadre, l'Adie intervient auprès des entrepreneurs individuels, notamment les travailleurs indépendants à faible revenu, disposant d'un faible niveau de formation générale, exclus du crédit bancaire et peu familiers des démarches et procédures administratives.

A cet effet, l'Adie :

- finance tout type d'activité professionnelle jusqu'à 1 800 000 F CFP ;
- apporte un suivi personnalisé et gratuit pour chaque porteur de projet ;
- apporte un soutien à toute personne qui souhaite devenir entrepreneur.

Considérant le projet initié et conçu par l'association auprès des porteurs de projets d'entreprises conformément à son objet statutaire ;

Considérant les références aux objectifs généraux de politiques publiques dans lesquels s'inscrit la convention, notamment le souhait du gouvernement de favoriser l'initiative individuelle ;

Considérant que l'action ci-après présentée par l'association participe à cette politique ;

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :****Article 1er. - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Polynésie française apporte son soutien à l'association qui s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre l'ensemble de ses actions de financement et d'accompagnement auprès des porteurs de projets polynésiens, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, pour l'année 2024.

**Article 2. - Objectifs de la subvention – destination et utilisation des fonds**

Cette subvention doit permettre à l'association d'accompagner les porteurs de projets d'entreprises.

La subvention sera exclusivement destinée à la prise en charge des frais de fonctionnement et des charges de personnel de l'association.

**Article 3. - Durée de la convention**

La présente convention est conclue au titre de l'exercice 2024, sous réserve du respect des obligations et engagements établis par la présente convention.

**Article 4. - Montant de la subvention**

Afin de soutenir les actions de l'association mentionnées à l'article 1 ci-dessus et sous réserve du respect de l'ensemble des clauses de la présente convention, la Polynésie française s'engage à verser à l'association une subvention de soixante millions de francs CFP (60 000 000 F CFP) pour l'année 2024.

Il est précisé que :

- Si le coût définitif de l'action est supérieur au coût estimé dans le budget prévisionnel fourni par l'association, le montant du concours financier sera plafonné à soixante millions de francs CFP (60 000 000 F CFP) ;
- Si les dépenses réelles supportées par l'association dans l'exécution de son action sont inférieures aux prévisions ayant servi de base de calcul de la subvention, le montant de cette dernière sera ajusté de plein droit pour tenir compte du montant réel des dépenses.

**Article 5. - Modalités de versement**

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- Un premier versement de 50%, soit un montant de trente millions de francs CFP (30 000 000 F CFP) après parution de l'arrêté attribuant la subvention et signature de la présente convention par les parties ;

- Le solde de 50%, soit un montant de trente millions de francs CFP (30 000 000 F CFP) sur présentation d'un état récapitulatif des pièces justificatives visé par l'expert-comptable de l'association et attestant l'utilisation du premier versement perçu à titre d'avance.

L'association devra transmettre au plus tard le 31 décembre 2025, un bilan de clôture, à hauteur des soixante millions de francs CFP obtenus accompagné de l'état récapitulatif des pièces justificatives visé par l'expert-comptable de l'association.

#### **Article 6. – Modalités de paiement**

Le paiement est effectué sur le compte de :

- Domiciliation : Agence TIARE – Bd POMARE – Qtier commerce - PAPEETE
- Intitulé du compte : Association Adie
- Code Etablissement :
- Code guichet :
- N° Compte :
- Clé RIB :

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

#### **Article 7. – Imputation budgétaire**

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

- Budget de la Polynésie française : 100
- Exercice : 2024
- Programme : 966 03
- Article : 657 4

#### **Article 8. – CONTROLES**

##### **8-1 Contrôle des actions**

L'association rendra compte régulièrement au ministère de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, de ses actions au titre de la présente convention.

L'association s'engage à transmettre au terme de l'année civile :

- Un bilan d'activité ;
- Un rapport d'évaluation contenant les éléments permettant d'apprécier la réalisation des objectifs définis et la pertinence des moyens mis en œuvre.

##### **8-2 Contrôle financier**

###### **8-2.1 Comptes annuels**

Conformément à l'article L 612-4 du code du commerce, si l'ensemble des aides publiques excède 18 257 757 francs CFP (article D612-5 du code du commerce), l'association devra désigner un commissaire aux comptes pour six exercices, dont il fera connaître le nom au ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies dans un délai de 3 mois après sa désignation.

###### **8-2.2 Compte rendu financier**

L'association transmettra au ministère de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, un compte rendu financier attestant la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention dans un délai d'un (1) an à compter de la date de versement du solde de l'aide financière.

##### **8-3 Contrôles exercés par le ministère de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies**

L'association s'engage à faciliter le contrôle par le ministère de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale, de la bonne exécution de la présente convention.



Sur simple demande du ministère de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, devra lui communiquer tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utile. L'association s'engage particulièrement à lui communiquer les procès-verbaux de ses organes : assemblées générales, conseils d'administration, bureau ainsi que la composition du conseil d'administration et/ou du bureau.

En outre, l'association devra informer le ministère de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, dans les meilleurs délais, des modifications intervenues dans ses statuts.

#### **8-4 – Paraphe du Président de l'association ou de son mandataire**

Tout document (rapport d'activité, comptes annuels, ...) transmis au ministère de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, devra être revêtu du paraphe du Président, représentant légal de l'association, ou de son mandataire dûment habilité.

#### **Article 9. – Assurance**

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive.

L'association devra souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité, de sorte que le ministère de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, ne puisse être recherché ou inquiété sur ce point.

La justification de cette assurance doit être produite annuellement. L'association devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurances et du paiement effectif des primes correspondantes.

#### **Article 10. – Obligations diverses – Impôts et taxes**

L'association se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à la mise en œuvre de son objet. En outre, elle fera son affaire personnelle de tous impôts ou de toutes taxes, redevances ou charges présentes et futures liées à son activité propre et constituant ses obligations, de sorte que le ministère de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, ne puisse en aucune façon, être recherché ou inquiété à ce sujet. L'association reste tenue jusqu'à complet paiement des sommes dues par elle.

#### **Article 11. – Communication**

L'association s'engage à faire mention du soutien de la Polynésie française sur l'ensemble des supports de communication institutionnelle en insérant le logo de la Polynésie française.

#### **Article 12. – Election de domicile**

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

**Présidence de la Polynésie française,**  
B.P. 2551, 98713 Papeete - TAHITI  
Quartier Broche - Avenue Pouvanaa a Oopa  
Tél. : 40 47 20 00  
Email : [cabpr@presidence.pf](mailto:cabpr@presidence.pf)  
et

**Association pour le droit à l'initiative économique (Adie)**  
B.P. 40558 Fare Tony, 98713 Papeete - TAHITI  
Polynésie française – Immeuble Gauguin – 2<sup>ème</sup> étage  
Tél. : 40 53 44 23  
Email : [polynesie@adie.org](mailto:polynesie@adie.org)

#### **Article 13. – Avenant**

La présente convention peut être modifiée par avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

#### **Article 14.- Sanctions**

Si l'association ne fournit pas les documents demandés et de manière générale, si l'association n'exécute pas ses obligations, tarde à les exécuter, ou décide unilatéralement d'en modifier les conditions, la Polynésie française se réserve le droit, dans un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de :

- Suspendre le paiement de la subvention jusqu'à parfaite exécution des obligations ;
- Réduire le montant du reliquat de la subvention à verser ;

- Exiger le remboursement de tout ou partie des sommes perçues par l'association.

**Article 15.- Règlement des différends**

Les litiges font, autant que possible, l'objet d'un règlement à l'amiable. A défaut, les juridictions compétentes de Papeete pourront être saisies, à la diligence de l'une ou l'autre des parties.

**Article 16.- Enregistrement, nombre d'exemplaires**

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux. Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
Association pour le droit à l'initiative  
Economique (Adie)<sup>1</sup>

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
Pour la Polynésie française  
Le Président de la Polynésie française

Wendy MOU KUI

Moetai BROTHERRSON

<sup>1</sup> Mention manuscrite « lue et approuvée » avant signature

**Arrêté n° 2257 CM du 29 novembre 2024 portant maintien de l'arrêté n° 1885 CM du 25 octobre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taputapuatea pour la construction d'un bâtiment communal à vocation administrative**

NOR : DDC24203534AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1885 CM du 25 octobre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taputapuatea pour la construction d'un bâtiment communal à vocation administrative ;

Vu la lettre de demande de maintien n° CD/TM/TR/N° 578-24 en date du 7 novembre 2024 ;

Vu le commencement d'exécution de l'opération en date du 22 juillet 2024 ;

Considérant l'urgence de procéder au commencement d'exécution de l'opération avant la notification de la décision d'attribution du concours financier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Conformément au dernier alinéa de l'article LP. 8-IV de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée, est approuvé le maintien de la décision attributive du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Taputapuatea pour financer la construction d'un bâtiment communal à vocation administrative.

Art. 2. — La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, et le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Taputapuatea et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 novembre 2024.

*La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,*  
Minarii GALENON-TAUPUA

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Warren DEXTER

**ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES****PRÉSIDENCE****Arrêté n° 2626 PR du 19 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de Mme Marcelline LAO-MAO dans le cadre des opérations de transcription d'un partage judiciaire***NOR : DAF24507325AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu l'arrêté n° 1899 CM du 22 novembre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu la demande de Mme Marcelline LAO-MAO réceptionnée par la direction des affaires foncières le 14 juin 2023 ;

Vu le jugement RG 22/00031 rendu par le tribunal de première instance de Papeete le 20 février 2023 ;

Vu le certificat de non-appel du 16 mai 2023 ;

Vu la lettre de consultation n° 1566 VP DAF SIAD du 12 janvier 2024 ;

Vu le devis n° 24-01-05 B du 28 février 2024 transmis par le cabinet de géomètre Anding-Leininger à la direction des affaires foncières ;

Vu le tableau de dépouillement du 8 mars 2024 ;

Vu la proposition d'honoraire n° A23.04.002 du 2 avril 2023 transmise par l'entreprise individuelle Polyfenua,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre des opérations de transcription d'un partage judiciaire, une aide financière d'un montant total de 1 517 800 F CFP (un-million-cinq-cent-dix-sept-mille-huit-cents francs CFP) est accordée à Mme Marcelline LAO-MAO pour la prise en charge des frais ci-après listés, relatifs à la procédure de sortie de l'indivision immobilière des biens définis à l'article 2 du présent arrêté :

- frais de géomètre à hauteur de 1 367 800 F CFP (un-million-trois-cent-soixante-sept-mille-huit-cents francs CFP) ;
- frais de l'agent de transcription à hauteur de 150 000 F CFP (cent-cinquante-mille francs CFP).

Art. 2. — Les biens concernés par la sortie de l'indivision immobilière sont les terres suivantes, sises commune de Maupiti, île de Maupiti :

- îlot Tearavaere/lot 4 parcelle A, cadastrée section CH n° 9 d'une superficie de 25 821 m<sup>2</sup> ;
- Oaopiti lot 5, cadastrée section AH n° 11 d'une superficie de 762 m<sup>2</sup> ;
- Oaopiti lot 7, cadastrée section AH n° 7 d'une superficie de 3 964 m<sup>2</sup> ;
- Tuaharuru lot 2, cadastrée section AH n° 18 d'une superficie de 438 m<sup>2</sup> ;
- Tapuuri lot 2 du lot 1, cadastrée section AA n° 38 d'une superficie de 3 258 m<sup>2</sup> ;
- Vaioletare lot 1, cadastrée section AO n° 44 d'une superficie de 4 076 m<sup>2</sup> ;
- Paepaehuare/partie, cadastrée section AO n° 51 d'une superficie de 841 m<sup>2</sup> ;

- Paepaehuaire/partie, cadastrée section AO n° 52 d'une superficie de 2 720 m<sup>2</sup> ;
- îlot Vaiteroa, cadastrée section CR n° 9 d'une superficie de 42 372 m<sup>2</sup>.

Art. 3. — S'agissant des frais de géomètre, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire du cabinet de géomètre Anding - Leininger à hauteur de 1 367 800 F CFP (un-million-trois-cent-soixante-sept-mille-huit-cents francs CFP) pour l'établissement des délimitations nécessaires aux formalités de transcription du jugement d'homologation du partage des terres citées à l'article 2 rendu par le tribunal de première instance de Papeete le 20 février 2023, conformément au devis 24-01-05 B du 28 février 2024 retenu par la direction des affaires foncières et joint au dossier de demande d'aide.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de 8 (huit) mois à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier la réalisation de ses prestations, le cabinet de géomètre Anding - Leininger devra adresser à la direction des affaires foncières, une facture accompagnée d'un rapport d'opérations comprenant une copie du plan de partage, une copie du document d'arpentage, de l'estimation foncière, d'une copie du complément cadastral ainsi qu'un récépissé de dépôt de ces documents à l'agent de transcription en charge du dossier.

Art. 4. — S'agissant des frais liés à la rémunération de l'agent de transcription, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire de l'entreprise individuelle Polyfenua à hauteur de 150 000 F CFP (cent-cinquante-mille francs CFP), sur constatation de la réalisation effective et complète des prestations prises en charge notamment la transcription du jugement RG 22/00031 du 20 février 2023, conformément au devis d'honoraires n° A23.04.002 du 2 avril 2023 joint au dossier de demande.

Les factures devront être adressées à la direction des affaires foncières par l'entreprise individuelle Polyfenua accompagnées d'une copie revêtue de la formule de transcription ou à défaut d'une copie du refus de dépôt de l'acte établi par la section recette-conservation des hypothèques empêchant la transcription de l'acte.

Art. 5. — Conformément à l'article 7 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *La décision d'attribution est caduque à l'échéance d'un délai de trois ans à compter de la date de sa notification* ».

Art. 6. — Conformément à l'article 8-2 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée il est précisé que : « *L'attribution de l'aide emporte l'obligation pour le demandeur ainsi que pour les co-indivisaires auxquels s'étend le bénéfice de la sortie d'indivision aidée de maintenir le bien partagé grâce à l'attribution de l'aide dans le patrimoine familial pendant un délai de trente ans à compter de la date de publication au Journal officiel de la Polynésie française de la décision de l'autorité compétente qui attribue l'aide* ».

Art. 7. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : CT 774-F, mission 976, programme 97603, article 651 « Aides à la personne ».

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire, au cabinet de géomètre Anding - Leininger, à l'entreprise individuelle Polyfenua et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 novembre 2024.

Moetai BROTHERRSON



**Arrêté n° 2670 PR du 21 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière en faveur de M. Francis, Tehei SMITH dans le cadre d'un partage amiable**

NOR : DAF24512227AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu l'arrêté n° 1899 CM du 22 novembre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée instituant une aide individuelle en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

Vu la demande de M. Francis, Tehei SMITH réceptionnée par la direction des affaires foncières le 28 mai 2024 ;

Vu la lettre de consultation n° 11617 PR/DAF/SIAD du 14 juin 2024 ;

Vu le tableau de dépouillement du 11 juillet 2024 ;

Vu l'offre du cabinet de géomètre SARL Geovrd enregistrée par la direction des affaires foncières le 12 juillet 2024 ;

Vu l'attestation transmise par l'office notarial Dominique Dubouch - Ariitu Guichenu en date du 28 mai 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Dans le cadre d'un partage amiable, une aide financière d'un montant total de 3 156 883 F CFP (trois-millions-cent-cinquante-six-mille-huit-cent-quatre-vingt-trois francs CFP) est accordée à M. Francis, Tehei SMITH pour la prise en charge des frais ci-après listés, relatifs à la procédure de sortie de l'indivision immobilière des biens définis à l'article 2 du présent arrêté :

- frais de géomètre à hauteur de : 391 545 F CFP (trois-cent-quatre-vingt-onze-mille-cinq-cent-quarante-cinq francs CFP) ;
- frais de notaire à hauteur de : 2 765 338 F CFP (deux-millions-sept-cent-soixante-cinq-mille-trois-cent-trente-huit francs CFP).

Art. 2. — Le bien concerné par la sortie de l'indivision immobilière est la terre suivante, sise commune de Taiarapu-Est, commune associée de Afaahiti, île de Tahiti :

- Atihopu, parcelle 2b de la parcelle 2 du lot D, cadastrée section DO n° 35 d'une superficie de 20 000 m².

Art. 3. — S'agissant des frais de géomètre, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire du cabinet de géomètre SARL Geovrd à hauteur de 391 545 F CFP (trois-cent-quatre-vingt-onze-mille-cinq-cent-quarante-cinq francs CFP) pour l'établissement du plan de partage, du document d'arpentage, du complément cadastral et de la mise en place des limites, conformément au devis n° 2024\_07\_0288 du 12 juillet 2024 retenue par la direction des affaires foncières et jointe au dossier de demande d'aide.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de 4 (quatre) mois à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier la réalisation de ses prestations, le cabinet de géomètre SARL Geovrd devra adresser à la direction des affaires foncières, une facture accompagnée d'un rapport d'opérations comprenant une copie du plan de partage, une copie du document d'arpentage, une copie du complément cadastral ainsi qu'un récépissé de dépôt de ces documents au notaire en charge du dossier.

Art. 4. — S'agissant des frais de notaire, l'aide financière sera versée sur le compte bancaire de l'office notarial Dominique Dubouch - Ariitu Guichenu à hauteur de 2 765 338 F CFP (deux-millions-sept-cent-soixante-cinq-mille-trois-cent-trente-huit francs CFP), sur constatation de la réalisation effective et complète des prestations désignées dans l'attestation en date du 28 mai 2024 jointe au dossier de demande.

Les factures devront être adressées directement à la direction des affaires foncières par l'office notarial Dominique Dubouch - Ariitu Guichenu accompagnées d'une copie authentique des actes réalisés.

Art. 5. — Conformément à l'article 7 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée, il est précisé que : « La décision d'attribution est caduque à l'échéance d'un délai de trois ans à compter de la date de sa notification ».

Art. 6. — Conformément à l'article 8-2 de la délibération n° 2016-105 APF du 27 octobre 2016 modifiée, il est précisé que :  
« *L'attribution de l'aide emporte l'obligation pour le demandeur ainsi que pour les co-indivisaires auxquels s'étend le bénéfice de la sortie d'indivision aidée de maintenir le bien partagé grâce à l'attribution de l'aide dans le patrimoine familial pendant un délai de trente ans à compter de la date de publication au Journal officiel de la Polynésie française de la décision de l'autorité compétente qui attribue l'aide* ».

Art. 7. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : CT 774-F, mission 976, programme 97603, article 651 « Aides à la personne ».

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire, au cabinet de géomètre SARL Geovrd, à l'office notarial Dominique Dubouch - Ariitu Guichenu et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2024.

Moetai BROTHERSON

**Arrêté n° 2713 PR du 27 novembre 2024 portant affectation de la parcelle de terre dénommée « Paepaeroa lot 2 C (Partie) », cadastrée section AA n° 44, sise île de Tahiti, commune de Hitia'a O Te Rā, commune associée de Maha'ena, au profit de la direction de la santé**

NOR : DAF24507954AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de la direction de la santé n° 5031 MSP/DSP/DAGP/BBFP en date du 10 mai 2024 enregistrée le 28 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'affectation de la parcelle de terre dénommée « Paepaeroa lot 2 C (Partie), cadastrée section AA n° 44, sise île de Tahiti, commune de Hitia'a O Te Rā, commune associée de Maha'ena, est autorisée au profit de la direction de la santé, telle qu'elle figure sur l'extrait de plan cadastral détenu par la direction des affaires foncières - cellule de Taravao.

Art. 2. — La présente affectation prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — La présente affectation est destinée à l'amélioration de l'accessibilité et de l'accroissement de la capacité du parking du centre de santé de Maha'ena. Cette destination ne peut être modifiée.

Art. 4. — Tous travaux de construction et d'aménagement sont soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. Le gestionnaire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, l'affectataire est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination du bien. Ces actes sont résiliés d'office dès lors que la présente affectation est abrogée.

Art. 6. — En cas de changement de destination, la direction des affaires foncières devra être informée dans les meilleurs délais.

Art. 7. — L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera ou défendra tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 8. — Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut mettre fin à la présente affectation, sans que l'affectataire ne puisse se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 9. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction de la santé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

**Arrêté n° 2717 PR du 27 novembre 2024 relatif à l'exercice des attributions de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions**

NOR : SGG24516679AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 817 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Arrête :

Article 1er. — M. Taivini TEAI, ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, pendant l'absence de Mme Minarii GALENON-TAUPUA, du 26 décembre 2024 au 3 janvier 2025 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

**Arrêté n° 2718 PR du 27 novembre 2024 modifiant l'arrêté n° 890 du 7 juin 2024, portant délégation de signature à Mme Loyana LEGALL, directrice des affaires foncières**

NOR : DAF24516029AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 97-87 APF du 29 mai 1997 modifié portant création de la direction des affaires foncières ;

Vu l'arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020 modifié portant organisation de la direction des affaires foncières ;

Vu l'arrêté n° 1298 CM du 4 septembre 2014 portant nomination de Mme Loyana LEGALL en qualité de directrice des affaires foncières ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 890 PR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Loyana LEGALL, directrice des affaires foncières,

Arrête :

Article 1er. — À l'article 1er de l'arrêté n° 890 PR du 7 juin 2024 susvisé, les modifications suivantes sont apportées :

1) Entre les points 2.10 et 3° est inséré un point 2.11 ainsi rédigé :

« Les états liquidatifs et récapitulatifs de l'indemnité de sujétions financières allouées aux agents de la direction des affaires foncières et les états liquidatifs et récapitulatifs des amendes et condamnations pécuniaires allouées aux agents de la direction des affaires foncières » ;

2) Au point 6, les mots : « d'une durée inférieure ou égale à trois mois » sont supprimés ;

3) L'alinéa 2 du point 7 est supprimé ;

4) Au point 11 de l'article 1er, les mots : « et transferts de gestion » sont insérés après le mot : « l'affectation ».

Art. 2. — À l'article 3 de l'arrêté n° 890 PR du 7 juin 2024 susvisé, les modifications suivantes sont apportées :

1) Au premier tiret est inséré : une « , » après le mot : « HEITAA » ;

2) Au premier tiret, le : « et » suivant le mot : « HEITAA » est supprimé ;

3) Au 2e tiret, les mots : « Mme Brigitte GUILLOUX, responsable de la subdivision des îles Sous-le-Vent » sont remplacés par les mots : « Mme Averii RUPEA ».

Art. 3. — La directrice des affaires foncières est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

**Arrêté n° 2720 PR du 27 novembre 2024 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité, du bâtiment 5 dépendant de la résidence Grand édifié sur la parcelle cadastrée commune de Pīra'e, section E n° 720, appartenant à l'Office polynésien de l'habitat**

NOR : DAF24516258AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 5-2024 CA/OPH du 15 mars 2024 fixant le montant du loyer du bâtiment n° 5 de la résidence dénommée cité Grand sise à Pīra'e et autorisant le directeur général par intérim à signer un contrat de location dudit bâtiment entre l'Office polynésien de l'habitat et la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité ;

Vu la convention n° 20240604130916 OPH/DSFE du 10 juin 2024 relative à la mise à disposition du bâtiment n° 5 de la résidence cité Grand sise à Pīra'e, au profit de la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité ;

Vu la lettre de demande n° 362 VP du 5 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — La Polynésie française est autorisée à prendre à bail, pour le compte de la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité, le bâtiment 5 dépendant de la résidence Grand, édifié sur la parcelle cadastrée commune de Pīra'e, section E n° 720, appartenant à l'Office polynésien de l'habitat, tel qu'il figure sur l'extrait de plan cadastral détenu par la direction des affaires foncières, section du domaine.

Art. 2. — La prise à bail est consentie à compter du 1er décembre 2024 jusqu'au 30 novembre 2025.

Art. 3. — Le loyer mensuel total exigible est fixé à 850 000 F CFP (huit-cent-cinquante-mille francs CFP).

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les conditions et les modalités de cette prise à bail.

Art. 5. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française sur les crédits de fonctionnement de la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité.

Art. 6. — La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,*

Minarii GALENON-TAUPUA

**VICE-PRÉSIDENCE, MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS****Arrêté n° 12016 VP du 27 novembre 2024 portant agrément de Mme Justine TEINAURI épouse KOHUMOETINI en qualité d'accueillant familial***NOR : DPS24514501AM-1*

La vice-présidente du gouvernement de la Polynésie française, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 817 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions ;

Vu la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 modifiée relative aux accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 2097 CM du 21 décembre 2011 modifié relatif à la demande d'agrément et au fonctionnement de la commission d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 2098 CM du 21 décembre 2011 relatif au régime indemnitaire des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 687 CM du 26 mai 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 relatif aux accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 modifié portant création d'un service dénommé Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) ;

Vu l'arrêté n° 419 CM du 15 mars 2018 portant création et organisation de la Direction des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE) ;

Vu l'arrêté n° 894 PR du 7 octobre 2022 modifié portant désignation des membres des deux commissions d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 5779 MFA du 26 mai 2021 portant renouvellement de l'agrément de Mme Justine TEINAURI épouse KOHUMOETINI en qualité d'accueillant familial ;

Vu le dossier de demande d'agrément de Mme Justine TEINAURI épouse KOHUMOETINI déposé et enregistré à l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale le 14 mai 2024 ;

Vu les conclusions de l'enquête sociale ;

Vu l'avis de la commission d'agrément des accueillants familiaux du 26 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Mme Justine TEINAURI épouse KOHUMOETINI est agréée en qualité d'accueillant familial pour l'accueil à temps complet d'un mineur, de sexe féminin, âgé de huit à onze ans, à son domicile sis à Mahina, pour une durée de trois années.

Art. 2. — L'agrément ne demeure valable qu'autant que subsistent les conditions ayant présidé à sa délivrance conformément à la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 modifiée susvisée.

S'il est régulièrement constaté que ces conditions ne sont plus respectées, l'agrément pourra être retiré.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

*La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,*

Minarii GALENON-TAUPUA



**Arrêté n° 12017 VP du 27 novembre 2024 portant renouvellement de l'agrément de Mme Leiana HOTO épouse TEAUROA en qualité d'accueillant familial**

NOR : DPS24514502AM-1

La vice-présidente du gouvernement de la Polynésie française, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 817 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions ;

Vu la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 modifiée relative aux accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 2097 CM du 21 décembre 2011 modifié relatif à la demande d'agrément et au fonctionnement de la commission d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 2098 CM du 21 décembre 2011 relatif au régime indemnitaire des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 687 CM du 26 mai 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 relatif aux accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 modifié portant création d'un service dénommé Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) ;

Vu l'arrêté n° 419 CM du 15 mars 2018 portant création et organisation de la Direction des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE) ;

Vu l'arrêté n° 894 PR du 7 octobre 2022 modifié portant désignation des membres des deux commissions d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 13586 MFA du 16 décembre 2021 portant agrément de Mme Leiana HOTO épouse TEAUROA en qualité d'accueillant familial ;

Vu le dossier de demande de renouvellement de l'agrément de Mme Leiana HOTO épouse TEAUROA déposé et enregistré à l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale le 25 mars 2024 ;

Vu les conclusions de l'enquête sociale ;

Vu l'avis de la commission d'agrément des accueillants familiaux du 26 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Mme Leiana HOTO épouse TEAUROA est agréée en qualité d'accueillant familial pour l'accueil à temps complet d'un mineur, de sexe féminin, âgé de treize à seize ans, à son domicile sis à Papeari, pour une durée de trois années.

Art. 2. — L'agrément ne demeure valable qu'autant que subsistent les conditions ayant présidé à sa délivrance conformément à la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 modifiée susvisée.

S'il est régulièrement constaté que ces conditions ne sont plus respectées, l'agrément pourra être retiré.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

*La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,*

Minarii GALENON-TAUPUA

**Arrêté n° 12018 VP du 27 novembre 2024 portant agrément de Mme Laëtitia POINTEAU épouse ARRIVE en qualité d'accueillant familial***NOR : DPS24514490AM-1*

La vice-présidente du gouvernement de la Polynésie française, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 817 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions ;

Vu la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 modifiée relative aux accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 2097 CM du 21 décembre 2011 modifié relatif à la demande d'agrément et au fonctionnement de la commission d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 2098 CM du 21 décembre 2011 relatif au régime indemnitaire des accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 687 CM du 26 mai 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 relatif aux accueillants familiaux ;

Vu l'arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017 modifié portant création d'un service dénommé Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) ;

Vu l'arrêté n° 419 CM du 15 mars 2018 portant création et organisation de la Direction des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE) ;

Vu l'arrêté n° 894 PR du 7 octobre 2022 modifié portant désignation des membres des deux commissions d'agrément des accueillants familiaux ;

Vu le dossier de demande d'agrément de Mme Laëtitia POINTEAU épouse ARRIVE déposé et enregistré à l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale le 16 janvier 2024 ;

Vu les conclusions de l'enquête sociale et de l'enquête psychologique ;

Vu l'avis de la commission d'agrément des accueillants familiaux du 26 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Mme Laëtitia POINTEAU épouse ARRIVE est agréée en qualité d'accueillant familial pour l'accueil à temps complet d'un mineur, de sexe indifférent, âgé de zéro à trois ans, à son domicile sis à Pirae, pour une durée de trois années.

Art. 2. — L'agrément ne demeure valable qu'autant que subsistent les conditions ayant présidé à sa délivrance conformément à la loi du pays n° 2009-16 du 6 octobre 2009 modifiée susvisée.

S'il est régulièrement constaté que ces conditions ne sont plus respectées, l'agrément pourra être retiré.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

*La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,*  
Minarii GALENON-TAUPUA

**MINISTÈRE DES GRANDS TRAVAUX, DE L'ÉQUIPEMENT****Arrêté n° 11993 MGT du 27 novembre 2024 portant radiation de l'autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi n° 009 TXR 01 et de la licence de taxi n° 1-009 sur l'île de Raiatea accordées à M. Tommy EBB**

NOR : DTT24516334AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises et son arrêté d'application ;

Vu la demande de radiation de l'autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi formulée par l'intéressé reçue à la circonscription des îles Sous-le-Vent le 24 octobre 2024 ;

Vu la note de présentation n° 1581 MGT/CISL du 14 novembre 2024 de la circonscription des îles Sous-le-Vent,

Arrête :

Article 1er. — L'autorisation d'exercer la profession d'exploitant de taxi n° 009 TXR 01 et la licence de taxi n° 1-009 accordées à M. Tommy EBB sur l'île de Raiatea, sont radiées.

Art. 2. — L'arrêté n° 10812 MET du 8 décembre 2015 est abrogé.

Art. 3. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau de la circonscription des îles Sous-le-Vent sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**Arrêté n° 11996 MGT du 27 novembre 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public portuaire, au droit de la parcelle cadastrée section AO n° 138, sis sur l'île de Raiatea, commune de Uturoa, marina de Uтураerae, au profit de la SARL Chantier Naval des îles Sous-le-Vent**

*NOR : DEQ24516483AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2001-5 APF du 11 janvier 2001 modifiée portant dispositions relatives au code des ports maritimes de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1066 CM du 10 novembre 1987 modifié portant incorporation au domaine public portuaire d'une portion du domaine public maritime à Uтураerae, commune de Uturoa, et approbation d'une convention type d'occupation temporaire ;

Vu l'arrêté n° 4528 MAE du 17 octobre 1991 autorisant la modification par la direction de l'équipement (arrondissement maritime) du lotissement de la zone d'activités portuaires de Uтураerae à Uturoa (extraits) ;

Vu l'arrêté n° 1424 CM du 17 décembre 1991 portant incorporation au domaine public portuaire d'une portion publique maritime à Uтураerae, commune de Uturoa, Raiatea, au profit de la direction de l'équipement (arrondissement maritime) ;

Vu l'arrêté n° 800 CM du 25 juin 2015 modifié portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public portuaire, sis à la marina de Uтураerae, commune de Uturoa, Raiatea, au profit de la SARL Chantier Naval des ISLV, représentée par ses cogérants MM. Ariel BADINOT et Jacques FREIXAS ;

Vu la convention n° 7936 MET du 4 décembre 2015 régissant les modalités de l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public portuaire, sis à la marina de Uтураerae, commune de Uturoa, Raiatea, au profit de la SARL Chantier Naval des îles Sous-le-Vent, représentée par son gérant, M. Jacques FREIXAS ;

Vu la demande de la SARL Chantier Naval des îles Sous-le-Vent du 22 avril 2024 réceptionnée par l'administration le 30 juillet 2024 ;

Vu l'avis de la subdivision des îles Sous-le-Vent de la direction de l'équipement par bordereau n° 1495 MGT/DEQ/ISLV du 14 août 2024 ;

Vu la saisine de la commune de Uturoa pour courrier n° 1494 MGT du 3 septembre 2024 ;

Vu l'avis de la circonscription des îles Sous-le-Vent par courrier n° 1284 MFT/CISL du 13 septembre 2024,

Arrête :

**Article 1er. — Objet de l'autorisation**

Au titre du renouvellement, l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public portuaire, d'une superficie totale de 936 m<sup>2</sup> se décomposant en 271,34 m<sup>2</sup> de hangar et 664,66 m<sup>2</sup> de terre-plein, au droit de la parcelle cadastrée section AO n° 138, sis sur l'île de Raiatea, commune de Uturoa, marina de Uтураerae est autorisé en faveur de la SARL Chantier Naval des îles Sous-le-Vent, tel que figuré sur le plan détenu par la direction de l'équipement.

En aucun cas ledit emplacement ne pourra être modifié sans l'accord de la direction de l'équipement.

**Art. 2. — Destination de l'occupation**

Cette occupation est destinée à l'exercice des activités de chantier naval et d'accastillage.

Cette destination ne pourra en aucun cas être changée sans l'autorisation préalable de la direction de l'équipement.

**Art. 3. — Durée de l'occupation**

La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) ans renouvelable, à compter de la date de publication du présent arrêté.

**Art. 4. — Renouvellement de l'occupation**

Toute demande de renouvellement de l'occupation est effectuée six (6) mois au moins avant la date d'échéance de la présente autorisation.

Cette demande est adressée par lettre à la direction de l'équipement (BP 85, 98713 Papeete), accompagnée notamment d'un plan de récolement et d'une attestation justifiant le paiement à jour des redevances domaniales dues délivrée par la direction des affaires foncières.

**Art. 5. — Conditions financières**

Au titre de la redevance, et conformément à l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023, le bénéficiaire s'engage à payer au receveur conservateur des hypothèques de la Polynésie française une redevance annuelle d'un montant 69 910 F CFP (soixante-neuf-mille-neuf-cent-dix francs CFP), selon les modalités de paiement suivantes :

- soit par virement sur le compte IEOM (ouvert au nom de la recette-conservation des hypothèques de la direction des affaires foncières) ;
- soit en espèce ou par chèque, directement à la direction des affaires foncières, immeuble Te Fenua, BP 114, 98713 Papeete.

Ci-après le détail du montant de la redevance :

Index	Emprise	Tarification		Montant
IP_ECO_01	Quai	Part fixe : 40 000 F CFP/unité/an	1 unité	40 000
		Part variable : 45 F CFP/m²/an	664,66 m²	29 910
Montant de la redevance annuelle				69 910

Cette somme est payable à compter de la date de publication du présent arrêté.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023, relatif à la fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française.

**Art. 6. — Conditions générales**

L'occupante doit se conformer au code des ports maritimes de la Polynésie française.

Elle s'engage, en outre, à se conformer aux dispositions du règlement de la marina de Uturaerae, sis à Uturoa, en ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

Le présent arrêté n'est assimilable ni à un bail, ni à une location.

L'autorisation d'occupation est rigoureusement personnelle et ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle. Toutefois, un simple changement de raison sociale ne met pas fin à l'autorisation si ce changement est porté préalablement à la connaissance de la Polynésie française par lettre recommandée.

L'occupante est tenue de n'apporter aucun trouble de jouissance.

Elle doit notamment prendre les précautions nécessaires pour éviter les bruits, les odeurs et pour empêcher la présence d'animaux et insectes nuisibles tels que les rats, souris, cafards, etc., exercer une surveillance sur ces préposés et veiller à leur bonne tenue, ne rien entreprendre ni laisser en dépôt qui puisse apporter un trouble ou causer une gêne aux autres usagers du domaine public portuaire.

Elle est tenue de prendre les mesures nécessaires pour éviter toute pollution du plan d'eau par rejet de déchets ou corps gras.

Elle doit se conformer à toute remarque faite par les agents de la direction de l'équipement et s'engage notamment à respecter les clauses et conditions suivantes :

1° Elle est tenue d'obtenir toutes les autorisations administratives rendues obligatoires par la législation en vigueur et nécessaires pour l'exercice de son activité prévue au titre de l'occupation ;

2° Elle est tenue de transmettre à la direction de l'équipement un exemplaire de ces autorisations administratives ;

3° Elle est la seule tenue à toutes les garanties que l'occupation peut entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;

4° Elle est tenue de ne causer aucun préjudice aux parties voisines de l'occupation concernée ;

5° Elle fait son affaire personnelle de toute contestation qui peut survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

#### Art. 7. — État des lieux

L'occupante prend l'emplacement dans l'état où il se trouve à la date de sa remise sans pouvoir exiger de la Polynésie française une indemnisation ou une quelconque réparation.

Elle doit le rendre conformément à l'état des lieux dressé contradictoirement lors de l'entrée en jouissance.

#### Art. 8. — Entretien des lieux

Pendant toute la durée de l'occupation, l'occupante doit à ses frais et sous sa responsabilité, conserver en bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement l'emplacement octroyé.

Elle supportera tous les travaux de réparation, reconstruction, surélévation, agrandissement et autres que la Polynésie française juge nécessaire, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, ni diminution de la redevance, quelles que soient leur importance et leur durée.

Elle évacuera régulièrement les déchets et détritiques provenant de ses activités.

#### Art. 9. — Travaux

L'occupante ne peut faire aucun travaux ou aménagements de quelque nature que ce soit, sans l'accord express et préalable de la direction de l'équipement, ni l'obtention des autorisations administratives nécessaires délivrées par les services et organismes compétents de la Polynésie française. L'occupante doit fournir à la direction de l'équipement toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux, dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception desdits documents.

Elle est tenue, au préalable, d'avertir la direction de l'équipement de toute intervention sur l'emplacement du domaine public qui lui a été octroyé.

Les travaux sont à la charge de l'occupante qui est seule tenue à toutes les garanties que l'occupation peut entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Tout embellissement, amélioration ou installation réalisé par l'occupante pendant le cours de l'occupation reste la propriété de la Polynésie française sans aucune indemnité pour l'occupante.

L'occupante ne peut mettre en cause la Polynésie française en cas de dégradation de tout ou partie de son matériel lors d'éventuels travaux entrepris sur le domaine public par les agents de la direction de l'équipement.

#### Art. 10. — Assurance - Responsabilité - Recours

L'occupante est responsable de tous sinistres pouvant éventuellement intervenir à l'occasion ou du fait de son activité ou de sa présence sur les lieux.

Elle contractera auprès d'une compagnie notoirement solvable, toutes assurances nécessaires à sa responsabilité civile, vol, incendie, explosion, dégâts des eaux, accidents et tout autre sinistre imputable à son personnel ou aux installations immobilières et mobilières dont elle a la propriété, l'exploitation ou la garde.

Elle prendra à ses frais toutes mesures de sécurité qui pourraient lui être imposées par mesures générales de façon à prévenir tout sinistre ou accident. Faute par lui de prendre ces mesures, ceci pourra y être pourvu d'office et à ses frais.

Elle devra s'acquitter exactement et régulièrement des primes de ces assurances et justifiera du tout à toute réquisition de la direction de l'équipement.

La surveillance et la conservation des biens de l'occupante ou mis sous sa garde, placés sur les terrains, terre-pleins, locaux, ou voies publiques, ne sont pas la charge de la Polynésie française et aucune responsabilité ne pèsera sur elle en cas de pertes, vols ou détériorations.

L'occupante ne pourra élever aucune réclamation pour les dégâts provenant de l'action des eaux, de la mer et du vent.

**Art. 11. — Abrogation de l'autorisation par la Polynésie française**

La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire.

L'autorité compétente peut abroger l'autorisation d'occupation, sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts, en cas d'observation des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux et notamment en cas de :

- non-paiement des redevances échues ;
- cession partielle ou totale de l'autorisation sans accord préalable de la Polynésie française ;
- non-usage de l'emplacement dans un délai de six (6) mois à compter de la date d'effet de la présente autorisation ;
- cessation de l'usage de l'activité, précisée à l'article 2 du présent arrêté, pendant une durée de trois (3) mois ;
- annulation ou caducité des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur pour l'exercice de l'activité précisée à l'article 2 du présent arrêté ;
- condamnation pénale mettant l'occupante dans l'impossibilité de poursuivre l'exploitation ;
- cessation de l'exploitation consécutive à une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens ouverte à l'encontre de l'occupante.

**Art. 12. — Résiliation de l'autorisation**

L'occupante peut mettre fin à la présente autorisation et résilier son droit d'occupation en cas de cessation définitive de l'activité. Cette résiliation doit être notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception, à la direction de l'équipement, dans un délai d'un (1) mois avant la cessation définitive.

La résiliation ne donne droit à paiement d'aucune indemnité de quelque nature que ce soit. Les redevances payées d'avance par l'occupante resteront acquises par la Polynésie française, sans préjudice du droit, pour cette dernière de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

**Art. 13. — Restitution des lieux et remise en état**

L'occupante doit, en fin d'occupation ou à la date de cessation pour quelque cause que ce soit, remettre les lieux libres de toutes modifications qu'elle aurait fait.

À défaut pour l'occupante de s'être acquittée de cette obligation dans le délai fixé par mise en demeure, la Polynésie française peut y pourvoir d'office aux frais et risques de l'occupante. Dans ce cas, la redevance continue à être due jusqu'à la remise en état des lieux.

Toutefois, la Polynésie française se réserve la possibilité de renoncer à la remise en état des lieux. L'occupant abandonnera à titre gracieux tout ou partie des aménagements, installations ou transformations.

Dans tous les cas, la restitution de l'emplacement à la Polynésie française, objet des présentes, sera constatée par un procès-verbal par la direction de l'équipement signé par l'occupante.

**Art. 14. — Attribution de compétences**

Les litiges pouvant naître de l'interprétation ou de l'application du présent arrêté, après échec d'une tentative de règlement amiable entre les parties, seront soumis au tribunal administratif de la Polynésie française.

**Art. 15. —** Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*

Jordy CHAN

**Arrêté n° 12012 MGT/DTT du 27 novembre 2024 portant remise en exploitation de la licence de taxi n° 1-139 de M. Justin AKA sur l'île de Tahiti***NOR : DTT24516768AM*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres. ;

Vu l'arrêté n° 755 CM du 24 mai 2019 portant nomination de M. Lucien POMMIEZ en qualité de directeur des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 5290 MGT du 14 juin 2024 portant délégation de signature à M. Lucien POMMIEZ, directeur des transports terrestres ;

Vu la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises et son arrêté d'application n° 843 CM du 30 avril 2018 modifié ;

Vu l'arrêté n° 1576 MET/DTT du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi n° 139 TXT 01 sur l'île de Tahiti et portant délivrance de la licence n° 1-139 au profit de M. Justin AKA ;

Vu la demande de l'intéressé reçue à la direction des transports terrestres le 26 novembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — En application de l'article LP. 22 de la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 susvisée, et conformément à sa demande, M. Justin AKA est autorisé à remettre en exploitation sa licence de taxi à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2. — L'exploitant dispose d'un délai maximal de six mois pour mettre en service la licence qui lui est accordée.

Le défaut d'exploitation de la licence accordée dans le délai prévu à l'alinéa précédent rend caduque de plein droit cette licence.

Art. 3. — L'arrêté n° 10454 MGT/DTT du 17 octobre 2024, portant suspension provisoire de la licence de taxi n° 1-139 de M. Justin AKA sur l'île de Tahiti, est abrogé.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

*Pour le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, et par délégation : le directeur des transports terrestres,*  
Lucien POMMIEZ



**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU BUDGET ET DES FINANCES**

**Arrêté n° 11997 MEF/DGAE du 27 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Xavier BEZIERS LA FOSSE et Mme Laëtitia DENIS épouse BEZIERS LA FOSSE pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

*NOR : DAE24516050AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque de Polynésie le 8 novembre 2023,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 1 692 373 F CFP (un-million-six-cent-quatre-vingt-douze-mille-trois-cent-soixante-treize francs CFP), en faveur de M. Xavier BEZIERS LA FOSSE et Mme Laëtitia DENIS épouse BEZIERS LA FOSSE correspondant à 30 % des dépenses de travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation du logement à usage d'habitation principale déclarées dans la demande d'aide à hauteur de 5 641 243 F CFP (cinq-millions-six-cent-quarante-et-un-mille-deux-cent-quarante-trois francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Papetoai, Moorea-Maiao.

Art. 2. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'intégralité des travaux mentionnés dans la demande d'aide par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide.

Si l'aide perçue s'avère être supérieure à 30 % des dépenses réellement justifiées, il sera demandé un remboursement partiel de l'aide au *prorata* des dépenses non justifiées.

Art. 3. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 4. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 5. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Art. 6. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 7. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 11998 MEF/DGAE du 27 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Rosemary CASADO et M. Charley TEUIRA pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

NOR : DAE24516032AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque SOCREDO le 8 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 5 200 000 F CFP (cinq-millions-deux-cent-mille francs CFP), correspondant à 40 000 F CFP x 130 m<sup>2</sup>, en faveur de Mme Rosemary CASADO et M. Charley TEUIRA, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale d'une valeur totale de 18 350 000 F CFP (dix-huit-millions-trois-cent-cinquante-mille francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Afaahiti, Taiarapu-Est.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'acquisition du logement par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance du certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 12015 MEF/DBF du 27 novembre 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 3-2024 du Fonds pour le développement du tourisme de croisière (FDTC) pour l'exercice 2024***NOR : DBF24516676AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 7482 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sandra SHAN SEI FAN, directrice du budget et des finances ;

Vu la délibération n° 2023-67 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative aux budgets des comptes d'affectation spéciale pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 6888 MEF/DBF du 6 août 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 1-2024 du Fonds pour le développement du tourisme de croisière (FDTC) pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 10804 MEF/DBF du 30 octobre 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 2-2024 du Fonds pour le développement du tourisme de croisière (FDTC) pour l'exercice 2024,

Arrête :

Article 1er. — La répartition prévisionnelle n° 3-2024 des crédits de paiement du budget d'investissement du Fonds pour le développement du tourisme de croisière (FDTC) pour l'exercice 2024 est déterminée selon l'annexe ci-jointe.

Art. 2. — La directrice du budget et des finances est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice du budget et des finances,*  
Sandra SHAN SEI FAN

Annexe

MIN	Mission	AP	Libellé AP	Total CP	Fonds propres
PR	904	3.2019	Construction du débarcadère et aménagement de la plage publique de Papaputa à Rangiroa	143 057 389	143 057 389
Total				143 057 389	143 057 389

**Arrêté n° 12019 MEF/DBF du 28 novembre 2024 portant répartition des crédits de fonctionnement n° 12-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024***NOR : DBF24516547AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 855 CM du 7 juin 2023 portant nomination de Mme Sandra SHAN SEI FAN en qualité de directrice du budget et des finances ;

Vu l'arrêté n° 7482 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sandra SHAN SEI FAN, directrice du budget et des finances ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2021-49 APF du 29 avril 2021 complétant la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 12437 MEF/DBF du 15 décembre 2023 portant répartition des crédits de fonctionnement n° 1-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2868 MEF/DBF du 18 mars 2024 portant répartition des crédits de fonctionnement n° 2-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 4972 MEF/DBF du 30 mai 2024 portant répartition des crédits de fonctionnement n° 3-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 5549 MEF/DBF du 26 juin 2024 portant répartition des crédits de fonctionnement n° 4-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 6887 MEF/DBF du 6 août 2024 portant répartition des crédits de fonctionnement n° 5-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 8893 MEF/DBF du 20 septembre 2024 portant répartition des crédits de fonctionnement n° 6-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 9376 MEF/DBF du 26 septembre 2024 portant répartition des crédits de fonctionnement n° 7-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 10762 MEF/DBF du 29 octobre 2024 portant répartition des crédits de fonctionnement n° 8-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 10827 MEF/DBF du 31 octobre 2024 portant répartition des crédits de fonctionnement n° 9-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 11140 MEF/DBF du 7 novembre 2024 portant répartition des crédits de fonctionnement n° 10-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 11429 MEF/DBF du 12 novembre 2024 portant répartition des crédits de fonctionnement n° 11-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu le courrier n° 2873 MSP du 22 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — La répartition prévisionnelle n° 12-2024 des crédits de fonctionnement du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 est déterminée selon l'annexe n° 1 ci-jointe.

Art. 2. — La directrice du budget et des finances est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice du budget et des finances,*

Sandra SHAN SEI FAN



ANNEXE 1 : ARRETE N° 12/2024  
REPARTITION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT POUR L'EXERCICE 2024

Mission	Intitulé mission	Programme	Intitulé programme	Montant
970	SANTÉ	97001	OFFRE DE SANTÉ - MEDECINE CURATIVE	-5 482 271
		97002	SANTÉ PUBLIQUE - PRÉVENTION	-4 000 000
		97003	VEILLE ET SÉCURITÉ SANITAIRES	9 482 271
TOTAL MISSION 970				

**Arrêté n° 12025 MEF/DBF du 28 novembre 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 15-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024***NOR : DBF24516544AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-9 du 1er février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 7482 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sandra SHAN SEI FAN, directrice du budget et des finances ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 12664 MEF/DBF du 22 décembre 2023 portant répartition des crédits de paiement n° 1-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1912 MEF/DBF du 9 février 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 2-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2026 MEF/DBF du 15 février 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 3-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2610 MEF/DBF du 7 mars 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 4-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 3574 MEF/DBF du 3 avril 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 5-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 4127 MEF/DBF du 19 avril 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 6-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 4984 MEF/DBF du 30 mai 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 7-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 5181 MEF/DBF du 11 juin 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 8-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 5930 MEF/DBF du 9 juillet 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 9-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 6388 MEF/DBF du 23 juillet 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 10-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 6884 MEF/DBF du 6 août 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 11-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 8839 MEF/DBF du 19 septembre 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 12-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 11106 MEF/DBF du 6 novembre 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 13-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 11652 MEF/DBF du 18 novembre 2024 portant répartition des crédits de paiement n° 14-2024 du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024,

Arrête :

Article 1er. — La répartition prévisionnelle n° 15-2024 des crédits de paiement du budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 est déterminée selon les annexes ci-jointes.

Art. 2. — La directrice du budget et des finances est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice du budget et des finances,*

Sandra SHAN SEI FAN

**Arrêté n° 12026 MEF/DGAE du 28 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Vairani TERIITEHAU et M. Maui TEHAAL pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

NOR : DAE24516527AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque SOCREDO le 18 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 430 000 F CFP (deux-millions-quatre-cent-trente-mille francs CFP), correspondant à 30 000 F CFP x 81 m<sup>2</sup>, en faveur de Mme Vairani TERIITEHAU et M. Maui TEHAAL, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale d'une valeur totale de 18 587 000 F CFP (dix-huit-millions-cinq-cent-quatre-vingt-sept-mille francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Tumaraa.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'acquisition du logement par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance du certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 12027 MEF/DGAE du 28 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Yann TAHAI pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

NOR : DAE24516317AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque SOCREDO le 14 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 1 320 000 F CFP (un-million-trois-cent-vingt-mille francs CFP), correspondant à 30 000 F CFP x 44 m<sup>2</sup>, en faveur de M. Yann TAHAI, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale d'une valeur totale de 26 900 000 F CFP (vingt-six-millions-neuf-cent-mille francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Papeete.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'acquisition du logement par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance du certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,*  
Sabine BAZILE

**Arrêté n° 12028 MEF/DGAE du 28 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Hapai AH-LO pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

NOR : DAE24516244AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque de Tahiti le 12 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 200 000 F CFP (deux-millions-deux-cent-mille francs CFP), correspondant à 40 000 F CFP x 55 m<sup>2</sup>, en faveur de M. Hapai AH-LO, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale d'une valeur totale de 9 700 747 F CFP (neuf-millions-sept-cent-mille-sept-cent-quarante-sept francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Afaahiti, Taiarapu-Est.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'acquisition du logement par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance du certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,  
Sabine BAZILE

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES MARINES, DE  
L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté n° 11685 MPR/DIREN du 19 novembre 2024 autorisant M. Théo GUILLAUME à exercer une activité de prises de vues et de son des espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales dans les eaux de Mo'orea, Tahiti et Tetiaroa du 19 novembre 2024 au 31 mars 2025**

NOR : ENV24516368AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française et notamment son article A. 2213-1-8 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2020 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord ;

Vu la demande de M. Théo GUILLAUME en date du 8 octobre 2024,

Arrête :

Article 1er. — M. Théo GUILLAUME est autorisé à exercer l'activité de prises de vues et de son des espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales, dans les eaux de Mo'orea, Tahiti et Tetiaroa, en application des dispositions de l'article LP. 2213-2 du code de l'environnement, hormis dans les espaces naturels protégés du code de l'environnement.

Art. 2. — L'autorisation de prises de vues et de son des espèces protégées du code de l'environnement est consentie du 19 novembre 2024 au 31 mars 2025.

Art. 3. — L'autorisation est donnée pour des prises de vues et de son en Palmes, masque, tuba (PMT), en scaphandre et par drone pour la réalisation de supports de communication et sensibilisation à travers différents programmes menés par le pays et les associations locales. Ces images serviront à alimenter différents supports digitaux et/ou papier des associations locales, réseaux sociaux et Tahiti Tourisme.

Art. 4. — M. Théo GUILLAUME s'engage à obtenir l'accord préalable de la direction de l'environnement avant toute communication sur les études menées et financées par le pays.

Art. 5. — M. Théo GUILLAUME s'engage à ne pas attirer à soi de quelques manières que ce soit les animaux (notamment le *feeding*, *smelling* interdit).

Art. 6. — M. Théo GUILLAUME s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les espèces protégées de Polynésie française (images, son).

Art. 7. — M. Théo GUILLAUME s'engage à joindre à son équipe un représentant technique choisi par la direction de l'environnement, et à avertir la direction de l'environnement avant chaque session de tournage et en s'assurant du bien-être des animaux lors des prises de vues et de son.



Art. 8. — La mention de la présente autorisation est obligatoire pour toutes les utilisations de prises de vues ou de son sur tous les supports, y compris numériques.

Art. 9. — M. Théo GUILLAUME s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 10. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 novembre 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,*

Alexandre VERHOEST

**Arrêté n° 12089 MPR du 29 novembre 2024 portant agrément de M. Glenn, Patrick LOUSSAN en qualité d'exportateur de vanille**

NOR : EVT24516784AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-68 APF du 15 mai 2003 portant création d'un établissement public dénommé « Vanille de Tahiti » ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 août 2003 modifié portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Vanille de Tahiti » ;

Vu la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 relative à l'organisation de la filière vanille ;

Vu l'arrêté n° 1762 CM du 26 août 2021 portant application de la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 relative à l'organisation de la filière vanille ;

Vu la demande de M. Glenn, Patrick LOUSSAN en date du 31 juillet 2024 ;

Vu le brevet de préparateur de vanille n° 22-005-080 de M. Glenn, Patrick LOUSSAN en date du 29 août 2022,

Arrête :

Article 1er. — M. Glenn, Patrick LOUSSAN, identifié dans les registres de l'établissement public Vanille de Tahiti sous le numéro P4332 est agréé en qualité d'exportateur de vanille pour une durée de dix années.

Art. 2. — L'agrément ne demeure valable qu'autant que subsistent les conditions ayant présidé à sa délivrance, conformément à l'article LP. 35 de la loi du pays n° 2021-26 du 30 avril 2021 susvisée.

S'il est régulièrement constaté que ces conditions ne sont plus respectées, l'agrément pourra être retiré.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 novembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 12093 MPR du 2 décembre 2024 portant renouvellement de location du lot n° 6 d'une superficie de 14,94 ha dépendant du lotissement agricole Rôtui, sis à Papetō'ai, commune de Mo'orea-Maia'o, île de Mo'orea, archipel de la Société, au profit de la coopérative des Producteurs d'Ananas de Moorea (COPAM) représentée par M. Jean TAMA**

NOR : SDR24516447AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifié relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8835 VP du 13 septembre 2023 portant transfert de gestion du domaine 'Ōpūnohu, sis commune de Mo'orea-Mai'ao, commune associée de Papetō'ai, au profit de la direction de l'agriculture, et abrogeant l'arrêté n° 8893 MAA du 5 décembre 2011 modifié portant affectation du domaine 'Ōpūnohu, cadastré commune de Mo'orea-Mai'ao, section de commune de Papetō'ai, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 469 CM du 28 mars 2019 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Rōtu'i, sis à Papetō'ai, commune de Mo'orea-Mai'ao ;

Vu l'arrêté n° 1812 CM du 11 décembre 2013 autorisant la location du lot n° 6 d'une superficie de 14,94 ha dépendant du lotissement agricole Rôtui, sis à Papetō'ai, commune de Mo'orea-Mai'ao, île de Mo'orea, archipel de la Société, au profit de la coopérative des Producteurs d'Ananas de Moorea (COPAM) représentée par M. Jean TAMA ;

Vu le bail conclu le 18 novembre 2013 entre la coopérative des Producteurs d'Ananas de Moorea (COPAM) représentée par M. Jean TAMA et la Polynésie française, enregistré le 8 août 2014 ;

Vu la demande de renouvellement de location de la coopérative des Producteurs d'Ananas de Moorea (COPAM) représentée par M. Jean TAMA ;

Vu la sollicitation de l'avis du maire de Mo'orea-Maia'o ;

Vu le compte-rendu n° 1035 MPR du 11 juillet 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé le renouvellement, à des fins agricoles, de la location du lot n° 6 d'une superficie de 14,94 ha, dépendant du lotissement agricole Rôtui, sis à Papetō'ai, commune de Mo'orea-Maia'o, île de Mo'orea, archipel de la Société, au profit de la coopérative des Producteurs d'Ananas de Moorea (COPAM) représentée par M. Jean TAMA.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter du 18 novembre 2022 pour une durée de 9 (neuf) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à 403 380 F CFP (quatre-cent-trois-mille-trois-cent-quatre-vingts francs CFP), soit 27 000 F CFP par ha et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à 'Orovini, Papeete).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

En application des dispositions de l'article 21 de l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié, la présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de 4 (quatre) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article LP. 34 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée susvisée, la période d'occupation comprise entre le contrat échu et le nouveau contrat donne lieu au paiement d'une indemnité égale au montant du loyer qui aurait été dû au titre du contrat échu, *prorata temporis*.

Ainsi, le loyer annuel fixé dans le précédent bail en date du 18 novembre 2013 s'élevant également à la somme de 403 380 F CFP (quatre-cent-trois-mille-trois-cent-quatre-vingts francs CFP) compte tenu de l'absence d'évolution des tarifs sur la période concernée, c'est sur cette base que sera calculée l'indemnité ayant vocation à couvrir toute la durée de l'occupation hors bail, soit du 18 novembre 2022 jusqu'à la veille de la signature du nouveau bail.

Cette indemnité est prévue par les termes du nouveau contrat de bail et est payable à la signature de celui-ci.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la coopérative des Producteurs d'Ananas de Moorea (COPAM) représentée par M. Jean TAMA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 décembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

Arrêté n° 12152 MPR du 2 décembre 2024 portant octroi d'une aide financière à Mme Gertrude, Maire AH SAMG

NOR : SDR24516222AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de Mme Gertrude, Maire AH SAMG réceptionnée le 14 août 2024 et réputée complète le 30 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 249 716 F CFP (deux-cent-quarante-neuf-mille-sept-cent-seize francs CFP) est attribuée à Mme Gertrude, Maire AH SAMG (aide type 1 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). Mme Gertrude, Maire AH SAMG, née le 17 novembre 1964 à Afareaitu, est exploitante agricole à Paopao, Moorea, carte professionnelle CAPL n° 2023-CG-411.

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
312 145	249 716

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Polymat Moorea, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

La bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Elle s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par la bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe la bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service

instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — Mme Gertrude, Maire AH SAMG s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Gertrude, Maire AH SAMG et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 décembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

AVIS OFFICIELS

Direction de la construction et de l'aménagement - Décision d'autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour la période du 1er au 30 novembre 2024

N°	Référence	Île	Commune	Date de l'autorisation	Nom ou raison sociale	Intitulé du projet	Superficie volume
24-032	24-032-4/VP/DCA.MARQ	Nuku Hiva	Taiohae	4 novembre 2024	M. Alvane ALVARADO	Projet de rénovation et mise aux normes de la pension Koku'u	168 m²
24-112	24-112-3/PR/DCA.MARQ	Hiva Oa	Atuona	6 novembre 2024	M. Gérard PORLIER	Projet de construction de deux (2) maisons d'habitations F2 et F4	132 m²
24-113	24-113-3/PR/DCA.MARQ	Hiva Oa	Atuona	6 novembre 2024	Mme Tehina LECORDIER	Projet de construction de deux (2) maisons d'habitations F2 et	132 m²
22-056	22-056-4/PR/DCA.MARQ	Fatu Hiva	Hanavave	12 novembre 2024	Mme Rosa, Narcisse TUEINUI	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F3	75 m²
24-105	24-105-3/PR/DCA.MARQ	Fatu Hiva	Fatu Hiva	12 novembre 2024	Mme Edna ROPATI	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F3	75 m²
24-106	24-106-3/PR/DCA.MARQ	Hiva Oa	Atuona	12 novembre 2024	M. Emmanuel SAI-NE	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F4	95 m²

N°	Référence	Île	Commune	Date de l'autorisation	Nom ou raison sociale	Intitulé du projet	Superficie volume
24-107	24-107-3/PR/DCA.MARQ	Hiva Oa	Atuona	12 novembre 2024	M. Hubert TEHEVINI	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F3	75 m²
24-108	24-108-3/PR/DCA.MARQ	Hiva Oa	Atuona	12 novembre 2024	M. Stéphane LABUDKA	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F3	75 m²



N°	Référence	Île	Commune	Date de l'autorisation	Nom ou raison sociale	Intitulé du projet	Superficie volume
24-116	24-116-3/PR/DCA.MARQ	Nuku Hiva	Taipivai	12 novembre 2024	M. Jean-Émile TEIKITEKAHIOHO	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F3	75 m²
24-117	24-117-3/PR/DCA.MARQ	Nuku Hiva	Taipivai	12 novembre 2024	M. Ludger TEIKITEKAHIOHO et Mme Ludivine TEATIU	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F3	75 m²
24-122	24-122-3/PR/DCA.MARQ	Hiva Oa	Atuona	12 novembre 2024	M. Daniel HEITAA	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F3	75 m²
24-110	24-110-3/PR/DCA.MARQ	Hiva Oa	Atuona	14 novembre 2024	M. Johnny SAI-NE et Mme Vehineotemau TOUAITAHUATA	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F4	95 m²
23-012	avenant 23-012-6/PR/DCA/MARQ	Fatu Hiva	0	14 novembre 2024	Mme Rose Karen TUOHE	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F5	95 m²
23-069	23-069-4/PR/DCA.MARQ	Hiva Oa	Atuona	15 novembre 2024	Ministère des outre-mer / RSMA PF représenté par M. Emmanuel FRANTZ dont le mandataire est BS-ARCHI représenté par Mme Ariivaimato BEAUMONT	Projet de démolition et reconstruction de deux bâtiments d'hébergements en R+1	1 460 m²

N°	Référence	Île	Commune	Date de l'autorisation	Nom ou raison sociale	Intitulé du projet	Superficie volume
24-094	24-094-3/PR/DCA.MARQ	Hiva Oa	Atuona	18 novembre 2024	Mme Sophie BARSINAS veuve VAKI	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F3	75 m²
24-124	24-124-3/PR/DCA.MARQ	Ua Huka	Ua Huka	19 novembre 2024	Mme Céline FOURNIER	Projet de construction d'une maison d'habitation de type F1 sur pilotis OPH F3	75 m²

N°	Référence	Île	Commune	Date de l'autorisation	Nom ou raison sociale	Intitulé du projet	Superficie volume
23-055	23-055-09/PR/DCA.MARQ	Hiva Oa	Atuona	20 novembre 2024	L'Office polynésien de l'habitat (OPH) représenté par Moana BLANCHARD dont le mandataire est la SARL C3R représentée par Lionel ROYER	Projet de création d'un lotissement OPH de 15 lots à destination résidentielle OPH	m <sup>2</sup>
24-087	24-087-4/PR/DCA.MARQ	Nuku Hiva	Taiohae	20 novembre 2024	M. et Mme Nasaire Tamatoa et Marie-Claude TEIKIHAA dont le	Projet de régularisation de travaux réalisés et construction d'une extension pour 2	163 m <sup>2</sup>
24-109	24-109-4/PR/DCA.MARQ	Hiva Oa	Puamau	20 novembre 2024	M. Charles BROWN	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F3	75 m <sup>2</sup>
24-125	24-125-3/PR/DCA.MARQ	Nuku Hiva	Taiohae	20 novembre 2024	Mme Lisa YEECHONG		80,33 m <sup>2</sup>
23-051	23-051-4/PR/DCA.MARQ	Tahuata	Tahuata	27 novembre 2024	Mme Joëlle, Teaaupoo MANEA épouse MITITAI	Projet de régularisation d'une maison d'habitation F4 et aménagement en pension de famille	220 m <sup>2</sup>
24-130	24-130-2/PR/DCA.MARQ	Nuku Hiva	Taiohae	27 novembre 2024	M. James FALCHETTO	Projet de extension à usage de chambre avec sdb et terrasse sur pilotis	38,21 m <sup>2</sup>
24-111	24-111-4/PR/DCA.MARQ	Hiva Oa	Atuona	29 novembre 2024	M. Maxime RAUZY	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F4	95 m <sup>2</sup>



# Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente  
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes